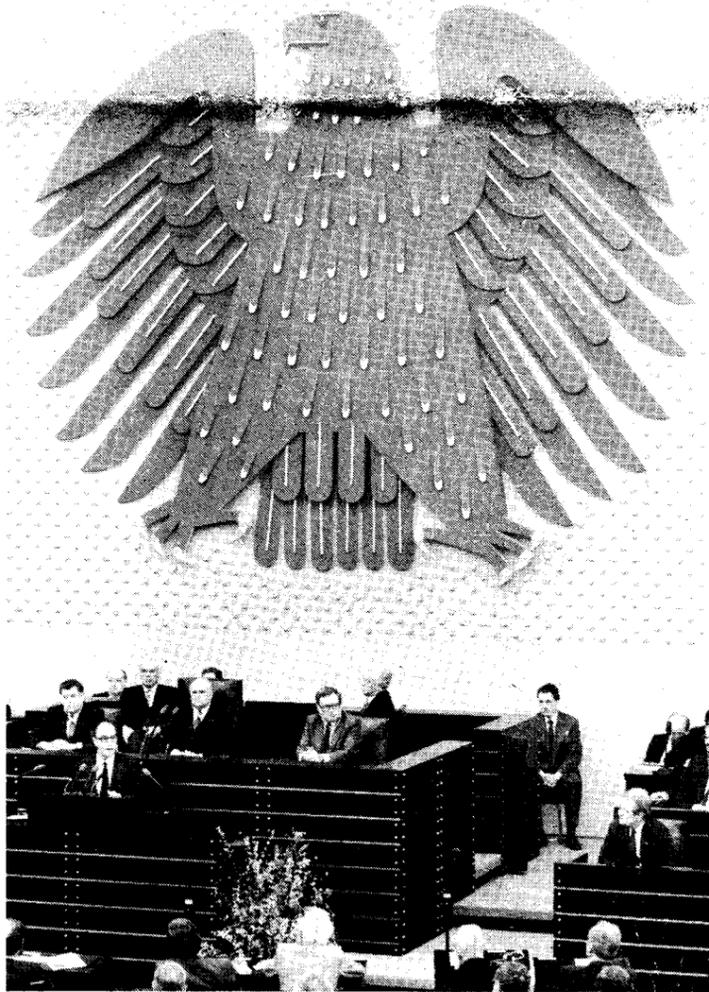


**Pour la défense militaire de l'URSS!
Aucune illusion dans la détente!**

Le coq antisoviétique au Bundestag

29 janvier -- En décembre dernier Youri Andropov proposait de "ne laisser en Europe qu'un nombre de missiles égal à ceux de la France et de la Grande-Bretagne", provoquant ainsi une tempête de protestations du gouvernement social-démocrate, avec toute la phraséologie gaulliste. Cependant, quand l'agence Tass, répondant au ministre de la défense Henu qui insistait avec indignation sur l'"indépendance" de la France, affirmait que l'URSS "ne peut pas ne pas tenir compte" de l'arsenal nucléaire de ces deux pays, qui ne sont pas des "pays neutres", mais des "alliés atlantiques des Etats-Unis (...) dont les fusées sont capables d'atteindre le territoire soviétique", les Russes ne proféraient là que des évidences. Malgré les rivalités et la concurrence économique (comme le gazoduc, les taux d'intérêts américains et les explosions de protectionnisme) qui les mettent aux prises et qui les amènent périodiquement à déclencher une guerre mondiale pour rediviser les marchés et les ressources mondiales, les puissances impérialistes ont depuis la Révolution russe de 1917 un but principal en commun: le renversement des formes de propriété prolétariennes en Union soviétique, le coeur industriel de ce tiers du monde où le capitalisme a été renversé.

L'arsenal nucléaire français (soutenu par le PCF), qui comprend les missiles du plateau d'Albion, la flotte de sous-marins et les Mirage IV, n'est pas une "bombinette" mais une machine de guerre meurtrière braquée sur les plus grandes villes



Mitterrand au Bundestag ouest-allemand le 20 janvier

Sygm



Jusqu'où ira le SWP ?

Barnes dénonce le trotskysme... 6

Les O.S. contre l'Etat-patron

31 janvier -- Sous couvert d'un accord salarial national signé le 27 janvier, la reprise du travail s'amorce à Renault. Si l'atelier de peinture de Renault-Flins, sur lequel les bureaucrates se sont acharnés pour en briser la grève, a repris, ni l'électrolyse à Flins, ni la sellerie à Billancourt n'ont repris -- défiant toujours "leur" patron: le gouvernement; et les conflits de Chausson, Talbot et Citroën continuent. Le cauchemar des bureaucrates, comme du gouvernement et du patronat -- la jonction de ces grèves dans une grève d'ensemble de l'automobile --, n'est pas encore dissipé.

La direction de la CGT présente l'accord comme "très au-dessus de tout ce qui a été signé". En vérité, avec la prévision (optimiste!) d'un taux d'inflation de 8%, l'augmentation de 8,25% prévue ne permet que la stagnation du niveau de vie des travailleurs. Il n'est qu'un rattrapage qui ne règle rien sur les conditions de travail et qui évite même la question à la racine des grèves: le système de la grille des salaires.

En signant un tel accord, les bureaucraties syndicales veulent brader des grèves qu'elles ont tout fait pour briser. Elles ont joué les divisions catégorielles et la concurrence entre organisations syndicales pour isoler les grèves et les

Une industrie, un syndicat!

faire pourrir. Comme l'avaient déjà montré les grèves de Citroën et Talbot (Cf. "Chassez la CSL!", le *Bolchévik* n° 34, juillet-août 1982), s'est affirmée dans les grèves actuelles la nécessité que, face à un même patron, tous les ouvriers se regroupent dans un seul syndicat. Un atelier en grève -- toute l'usine en grève! Toute la Régie Renault en grève! Occupation avec piquets de grève pour arrêter totalement la production! Le syndicat industriel est un instrument pour une telle unité de classe dans la lutte. Mais ce syndicat (dans lequel pourront s'exprimer tous les courants du mouvement ouvrier) ne peut se constituer derrière les directions syndicales actuelles, liées par leur soutien au gouvernement bourgeois de Mitterrand. Les travailleurs doivent au cours de leurs luttes élire de nouvelles directions. Pour des comités de grève élus qui surmontent la division syndicale! Balayez les bureaucrates!

Ce gouvernement de front populaire a, de nouveau, démontré sa volonté de briser la classe ouvrière en lançant une écoeurante campagne raciste anti-immigrés pas moins putride que celle de la CGC. La preuve de la nature anti-ouvrière de "Produisons français" est dans les déclarations ignobles de la CGC comme quoi les O.S. immigrés "n'ont pas un comportement de citoyen dans l'entreprise, dont ils méprisent la vie et la survie" (*Libération*, 26 janvier).

Après l'immonde Defferre, voilà le crapuleux Mauroy, qui déclare que les grévistes "sont agités par des groupes religieux et politiques qui se déterminent en fonction de critères ayant peu à voir avec les réalités sociales françaises" (*Le Monde*, 29 janvier). Que ce "socialiste", qui a déjà rencontré un peu de la "réalité sociale française" à Denain quand il s'est fait huer par les sidérurgistes, ne passe qu'une seule journée à la chaîne pour voir de quoi il parle!

Bien sûr Mitterrand, faisant une pause dans ses noces avec le boucher Hassan du Maroc, appuie Mauroy, pendant que le *Journal du dimanche* révèle que c'est Ben Bella qui tire les ficelles. Tiens, et Khomeiny n'a rien à voir là-dedans? Et Kadhafi? Tout cela serait parfaitement ridicule s'il ne montrait que le front populaire était prêt à une campagne de grande envergure anti-immigrés (refoulés déjà par milliers) pour essayer de mater une grève étendue dans toute l'industrie automobile.

Suite page 4

DERNIERE MINUTE: affrontements à Citroën. Le gouvernement: pour la "liberté du travail" pour les jaunes. VICTOIRE POUR LES GREVES!

Le coq...

Suite de la page 1

soviétiques, les plus importantes stratégiquement, et capable de les raser complètement. La force de frappe n'est pas aussi précise que les arsenaux nucléaires plus modernes; sa seule utilité est par conséquent de massacrer des populations civiles entières. Et cette sinistre menace est qualifiée de "force de maintien de la paix" par des politiciens cyniques. Récemment, afin de souligner la fiabilité de la stratégie militaire antisoviétique de la France, des généraux français ont recommandé la constitution d'une puissante force d'hélicoptères d'attaque pour renforcer la protection de l'OTAN contre les chars soviétiques (un sous-produit de l'intervention des paras au Liban pour désarmer la résistance palestinienne -- les spécialistes y ont remarqué que les seuls succès notables des Syriens contre les Israéliens ont été dus à leurs hélicoptères anti-chars). Et le considérable budget de la défense, un budget de modernisation, prévoit le remplacement du missile tactique Pluton -- qui était embarrassant parce que sa portée de 120 km ne lui permettait d'atteindre que l'Allemagne de l'Ouest -- par le Hadès qui, avec sa portée de 300 km, peut atteindre l'Allemagne de l'Est. La France est engagée dans un programme de renforcement de son arsenal nucléaire proportionnellement comparable à celui de Reagan. Si la force de frappe de Mitterrand est une menace moins importante pour l'URSS que l'arsenal du Pentagone, ce n'est pas parce que l'impérialisme français est inoffensif, mais parce qu'il n'a pas les ressources économiques et militaires des USA.

Le devoir des révolutionnaires et des ouvriers conscients est la **défense militaire inconditionnelle de l'URSS**. A bas l'OTAN et la force de frappe! Pas un homme, pas un sou pour la machine de guerre impérialiste française!

Malheureusement, face aux provocations de Reagan et de Mitterrand, le successeur de Brejnev, Andropov, renforce encore les illusions dans le "contrôle" du bellicisme impérialiste par des "accords sur les armements" comme les discussions qui se déroulent en ce moment à Genève; avec aveuglement, Andropov insiste que "Non, la politique de détente n'est pas une étape terminée, l'avenir lui appartient" (le Monde, 24 novembre 1982); et Zagladine, premier chef adjoint du département international du comité central du PC soviétique, ne peut pas critiquer la France pour plus qu'"une contradiction interne, une absence de logique très peu cartésienne" en réponse à la défense de la ligne de l'OTAN par la France tout en protestant de son "indépendance" (Paese Sera, cité par le Monde, 26 janvier).

En fait la détente n'a été qu'une concession momentanée de l'impérialisme US, alors affaibli après sa défaite au Vietnam. Maintenant les impérialistes américains veulent une "victoire" totale, et les négociations de Genève ne leur servent qu'à se donner une couverture pour essayer de rendre l'"intransigeance" des Russes responsable de l'installation des missiles américains. La seule défense efficace de l'Union soviétique c'est l'extension de la révolution ouvrière dans le monde capitaliste. Mais ce n'est clairement pas l'intention des staliniens qui rampent pour préserver la "détente" avec les USA et poussent leurs partisans à des alliances avec des gouvernements

de front populaire et avec les capitalistes -- de Mitterrand jusqu'à Kennedy/Mondale aux USA et au bloc SPD/libéraux en Allemagne. La classe ouvrière soviétique doit chasser les traîtres staliniens au nom de la révolution prolétarienne internationale.

NON A L'INSTALLATION DES PERSHING ET DES MISSILES DE CROISIÈRE!

Mais même avec la force de frappe Mitterrand et Hernu, en tant que porte-parole plus ou moins rationnels des intérêts du capitalisme français, comprennent que si la France veut être assurée d'avoir sa part du butin dans le cas d'un démembrement des Etats ouvriers déformés et dégénérés, elle ne peut pas espérer battre militairement l'URSS à elle seule. (Cela rappelle le rôle des Français dans l'invasion de l'Allemagne par les Alliés en 1944, où les gaullistes rassemblèrent sept ou huit divisions pour accompagner les troupes alliées vers Berlin; une des actions "militaires" de la 1ère Armée fut de raser une petite ville allemande, exécutant tous les habitants, hommes, femmes et enfants, dans un Oradour français. Ce n'était pas le bombardement de Dresde, mais ça aida à assurer à la France un siège "respectable" à la table des négociations de "paix" où se firent les marchandages sur le territoire et l'avenir de l'Allemagne). Aujourd'hui Hernu va jusqu'à attaquer "l'épiscopat américain qui envoie des lettres aux évêques français" et qui est formé par "des prélats qui sont peut-être plus démoralisateurs que les mouvements neutralistes en Allemagne de l'Ouest"; et Mitterrand, qui était contre la force de frappe jusqu'au moment où sa victoire électorale devint une éventualité tangible et qui changea sa position en 1977, a soutenu l'installation en Europe des missiles américains Pershing et Cruise dès que la proposition en fut faite. Le Times de Londres notait quelque peu aigrement qu'"en n'ayant pas de missiles américains sur son propre sol, M. Mitterrand peut se permettre de mener à la fois une politique de défense nucléaire et une politique étrangère atlantiste sans rencontrer d'opposition interne sérieuse" (le Monde, 23-24 janvier).

En 1979 la décision "à double sens" de l'OTAN (réarmement plus négociation sur les armements), tellement controversée, avait deux objectifs. Premièrement, la nouvelle génération d'armes nucléaires était destinée à renforcer la capacité de première frappe des impérialistes, puisqu'elles peuvent atteindre la Russie plus vite que les ICBM basés aux Etats-Unis et avec une précision supérieure à celle des missiles lancés de sous-marins depuis les eaux européennes. Deuxièmement, elles font partie intégrante de la stratégie du Pentagone pour une guerre contre l'Union soviétique menée entièrement en Europe. Ce fut le deuxième facteur, et non le premier, qui déclencha une large opposition aux Pershing et aux missiles de croisière, particulièrement en Allemagne de l'Ouest, où certains politiciens sociaux-démocrates qui dominent politiquement le mouvement de la paix croient que l'avenir de leur propre Etat impérialiste réside dans la direction d'une plus grande indépendance vis-à-vis des USA. Mais ils gardent aussi un oeil sur la reconquête de l'Europe de l'Est au nom de la "démocratie" et du "neutralisme" antisoviétiques, encourageant des forces de la contre-révolution intérieure comme celles qui ont surgi en Pologne à l'intérieur et autour de Solidarnosc.



Spartakist

A bas la terreur anti-tamoule au Sri Lanka!

FRANCFORT, Allemagne de l'Ouest -- "A bas la terreur anti-tamoule au Sri Lanka! Libération immédiate de Kuttimani et Jeganathan!" scandaient une centaine de manifestants à Francfort, en décembre 1982. Ils protestaient contre la dernière vague de répression qui frappe la minorité tamoule de Ceylan, et ils exigeaient la libération de deux jeunes militants tamouls calomnieusement accusés d'être des "terroristes", contraints de signer des aveux sous la torture policière et condamnés à mort. Des dizaines de militants tamouls ont été arrêtés et ont "disparu" aux mains du régime sanguinaire et chauvin-cinghalais du réactionnaire J.R. Jayewardene (que soutient Reagan), en vertu de la draconienne "loi pour la prévention du terrorisme" et d'un état d'urgence permanent.

A la manifestation du 19 décembre, organisée par des groupes d'exilés tamouls s'est joint un cortège de la Trotskistische Liga Deutschlands (TLD), section allemande de la tendance spartaciste internationale (TSI). Les pancartes de la TLD exigeaient la "Libération

immédiate de Kuttimani, Jeganathan et autres victimes de la terreur anti-tamoule!", "Pour le droit à l'autodétermination des Tamouls!" et "Pour un gouvernement ouvrier et paysan cinghalais/tamoul!" Sur la pancarte spartaciste en tamoul (voir photo ci-dessus), on pouvait lire: "Les ouvriers tamouls, clé de la révolution indienne et ceylanaise!" La TLD avait d'autres slogans dont: "Asile politique pour les Tamouls! Halte aux déportations!", "Impérialisme US: bas les pattes devant Trincomalee, Diego Garcia! Défense de l'URSS, du Vietnam!", "Ouvriers -- cinghalais et tamouls, hommes et femmes: construisez le parti bolchévik!"

Beaucoup de journaux spartacistes ont été vendus, en particulier de nombreux exemplaires du premier numéro d'*Illangai Spartacist*, publication en tamoul de la Spartacist League/Lanka, ainsi que *Spartacist* (édition anglaise) n° 31/32 qui contient la déclaration de fusion entre les camarades cinghalais et la TSI (voir *Spartacist* édition française n° 18/19, hiver 1981-82).

Traduit de Workers Vanguard n°321

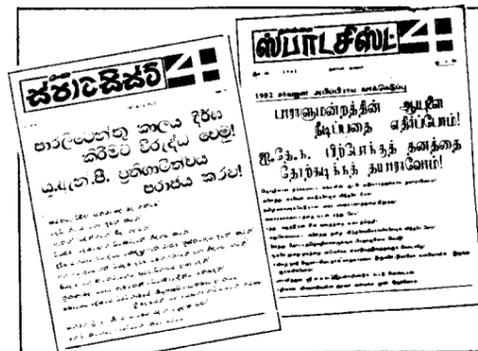
Mais les provocateurs militaristes déments de Washington ne toléreront aucune "indépendance tactique" de la part de leurs alliés européens. Reagan est tout à fait prêt à sacrifier ses alliés impérialistes européens pour préserver la forteresse Amérique. La dernière proposition d'"option zéro" de Reagan contenait un message pour ses alliés européens indociles: allez-y voir un peu quel effet ça fait de se retrouver tout seul, et faites avec ou fermez la. Inquiet des intentions américaines envers l'Europe en ce qui concerne la défense, l'influent et extrêmement conservateur *Economist* de Londres expliquait ainsi que "le problème est qu'il devrait y avoir des garanties visibles, sur le terrain en Europe, que les USA sont complètement engagés à la défense de leurs alliés. Aucun dirigeant russe ne devrait être tenté de penser que son pays pourrait gagner une guerre européenne au niveau des armes non-nucléaires et des armes nucléaires du 'champ de bataille' -- ce qu'il pourrait certainement faire -- sans s'engager dans une guerre entre superpuissances. De ce point de vue, garder quelques armes à portée intermédiaire de l'OTAN en Europe pourrait en réalité être préférable à l'option zéro." Et dans le Monde (15 janvier) André Fontaine s'inquiète de ce que, si les pacifistes l'emportent dans les prochaines élections allemandes, cela "donnerait un encouragement considérable à tous ceux qui, aux

Etats-Unis, conseillent à leur gouvernement de renoncer à défendre une Europe qui ne veut pas qu'on la défende". Autant pour l'"indépendance"!

MITTERRAND ET LES ELECTIONS ALLEMANDES

Donc Mitterrand s'est jeté dans la campagne électorale contre le "neutralisme" allemand, non pas du côté de ses collègues sociaux-démocrates du SPD mais pour apporter un soutien décisif aux démocrates-chrétiens du CDU, c'est-à-dire à Kohl et, derrière lui, à Strauss. Les principales questions dans ces élections sont les missiles américains et la crise économique qui a soudainement jeté sur le pavé plus de deux millions d'ouvriers allemands. Ni le SPD ni la CDU ne sont avares de démagogie dans cette campagne. Comme pour caractériser cyniquement leurs propres positions, il y a d'abord eu l'atlantiste Kohl, en visite à Paris, qui "saluait la mémoire des déportés et victimes des camps de concentration nazis. Dès son arrivée hier en fin de matinée à Paris, le chancelier ouest-allemand s'était d'ailleurs rendu à l'Arc de Triomphe, pour déposer une gerbe sur la tombe du soldat inconnu en compagnie de François Mitterrand..." (Libération, 23 janvier). Pour ne pas être en reste, au congrès extraordinaire du SPD cette semaine à Dortmund,

Suite page 9



Spartacist Lanka
(en cinghalais) n° 5 - nov. 1982

Spartacist Illangai
(en tamoul) n° 2 - nov. 1982

Le Bolchévik
B.P. 135 - 10
75463 Paris Cédex 10 **5 F**

Spartacist League/Lanka
33 Canal Row
Colombo 01 Sri Lanka **10 Rs**

Le 30 janvier -- "Il faut remobiliser l'électorat populaire derrière le gouvernement", a lancé Mauroy au moment même où les grèves de l'automobile se durcissaient et s'étendaient. Le mécontentement contre la politique anti-ouvrière du gouvernement a éclaté dans l'automobile, comme il avait éclaté il y a quelques semaines dans la sidérurgie. A Denain, la colère des sidérurgistes qui criaient "Mauroy vendu!" était sans aucun doute possible dirigée contre le gouvernement. A Renault, la grève des ouvriers a représenté aussi une confrontation politique directe avec le gouvernement Mitterrand -- "leur" patron. Comme nous l'avons à plusieurs reprises expliqué dans le *Bolchévik*, face à la crise l'issue pour la classe ouvrière est dans sa mobilisation extra-parlementaire contre le gouvernement de collaboration de classe. Et ce sont précisément de telles mobilisations que veulent empêcher les bureaucrates qui forment un rempart pour protéger de la classe ouvrière le gouvernement. Les directions traîtres, qui se sont mobilisées pour briser les grèves de l'automobile, jettent aussi tout leur poids pour faire taire la colère ouvrière, en appelant, au nom de la menace de la droite, la classe ouvrière à resserrer les rangs derrière le gouvernement pour les municipales.

Feu sur l'abstentionniste! Les réformistes du PS et du PCF et leurs suivistes d'"extrême gauche" se sont mis en chasse pour récupérer les travailleurs mécontents qui ne voient pas -- et avec raison -- pourquoi ils soutiendraient, par leur vote un gouvernement qui mène une politique anti-ouvrière que Giscard, Chirac ou Barre, quand ils étaient au pouvoir, n'osaient espérer que dans leurs rêves les plus fous. Ce mécontentement est tel qu'une organisation comme Lutte ouvrière qui, avec ses compères opportunistes d'"extrême gauche", appelait en 1981 à mettre Mitterrand au pouvoir se prononce maintenant contre le vote pour les listes municipales du PS et du PCF. Alors, le *Bolchévik* était seul à dire la vérité; quelques jours seulement après l'élection de Mitterrand, nous écrivions que "(...) le gouvernement Mitterrand sera un gouvernement de guerre froide et d'austérité (...). La Ligue trotskyste de France était contre voter Mitterrand au premier tour comme au second tour, parce que nous disions qu'il était le candidat du front populaire -- le candidat d'une alliance qui lie les travailleurs à leurs exploités" (le *Bolchévik* n° 26, juin 1981).

La perte de dix à quinze mairies serait la "norme", se résigne Jospin. Mais, bien plus que quelques sièges municipaux, ce qui est en jeu c'est la condamnation par les travailleurs de ce gouvernement de collaboration de classe. Alors, que la condamnation soit la plus écrasante possible! Évidemment jamais aucune voix pour les partis bourgeois. Mais pas une voix non plus pour ce gouvernement anti-ouvrier! Pas une voix pour les PC et PS, gérants loyaux du capitalisme!

"LA ROGNE, LA GROGNE ET LE PARTI"

La direction du PCF est donc montée en première ligne. Marchais et autres Laurent martellent que "l'abstention fait le jeu de la droite" et osent même vanter aux travailleurs frappés par le chômage, l'inflation et l'austérité le "bilan positif de la gauche". La direction du PCF est particulièrement attachée aux prébendes municipales, et en échange des notables concessions des sociaux-démocrates sur les listes, elle monnaye son influence dominante dans le prolétariat en garantissant la paix sociale et racolant les mécontents. Et elle a commencé par nettoyer devant sa porte. Car, comme le confirme le résultat des prud'homaux, il y a dans la base ouvrière du PCF un fort désaveu du soutien donné à la politique d'austérité et d'antisoviétisme de Mitterrand. Dans son éditorial "La rogne, la grogne et le parti" (*l'Humanité*, 5 janvier), Wurmser -- vieil habitué des basses

oeuvres -- a lancé l'offensive contre ces militants qui manifestent leurs "hésitations", "amertume" et "mécontentement". "Si, par malheur, l'union de la gauche se brisait, qui s'en réjouirait sinon l'adversaire" (*Ibid.*) Le langage au début de la campagne présidentielle était différent. Alors, la direction du PCF expliquait que les expériences de 36, de 44 et de l'union de la gauche n'avaient profité qu'à la bourgeoisie et proclamait même: "Trois fois ça suffit!" Pendant quelques mois nous avons d'ailleurs envisagé de donner un soutien critique dans ces élections à la candidature formellement indépendante de Marchais. Mais les dirigeants du PCF quelques mois après feront allégeance à Mitterrand fraîchement élu, l'agression raciste de Vitry étant une avance pour les quatre strapontins ministériels à venir. Et Wurmser cherche à persuader ces militants critiques qui veulent rompre avec ce gouvernement anti-ouvrier qu'il n'y a pas d'autre alternative pour la classe ouvrière que des alliances de front populaire avec les sociaux-démocrates et des bourgeois. Et toujours avec le même argument du chantage à la droite. En 1935 comme à la "Libération", le PCF constitua des fronts populaires avec les sociaux-démocrates et des bourgeois sous prétexte de lutter contre le fascisme et la réaction. Le résultat de cette politique? L'exact contraire de ce qu'elle était censée



L'un vote et l'autre pas. Mais tous deux sont en bloc pour une politique de pression parlementaire sur Mitterrand.

faire: la Chambre du Front populaire élue en 36 appela Pétain au pouvoir et interdît le PCF, alors qu'en 47 ses alliés de la veille le chassèrent du gouvernement -- une mesure de guerre froide. Alors, ce ne sont ni les grévistes de Renault ni les abstentionnistes qui font le jeu de la droite. Aussi bien 36 et 47 que l'Espagne de 36 ou le Chili de 73 le prouvent: ce sont les fronts populaires -- alliances de collaboration de classe -- qui ouvrent la voie à la réaction, s'ils arrivent à briser la volonté de lutter du prolétariat et à l'endormir avec les illusions parlementaires.

La "rogne" et la "grogne" ne suffisent pas. Les militants du PCF qui rejettent ce gouvernement anti-ouvrier et antisoviétique doivent aussi rejeter la conception parlementariste du faux dilemme gauche/droite qui paralyse la classe ouvrière; ils doivent rejeter toute la stratégie réformiste qui conduit à participer à de tels gouvernements. On ne peut réformer le capitalisme. Les réformistes actuellement au pouvoir ne peuvent faire que le gérer, et contre les travailleurs. La seule solution prolétarienne est la destruction de ce système capitaliste en décadence. Et la classe ouvrière ne le détruira pas par des magouilles parlementaires mais par sa mobilisation extra-parlementaire contre gramme révolutionnaire du trotskysme vise tout entier à mobiliser la classe ouvrière, à partir des besoins concrets qu'elle ressent, pour la révolution prolétarienne, détruisant l'Etat bourgeois et instaurant un gouvernement ouvrier qui exproprie la bourgeoisie et qui repose sur le prolétariat organisé et mobilisé dans ses propres structures de pouvoir, les conseils ouvriers.

Le bloc électoral entre la LCR et LO va probablement attirer par ses critiques des travailleurs mécon-

Municipales, Marchais - Krivine:

«Votez, revotez, vous verrez du changement»

tents, mais à coup sûr pas pour leur donner une perspective d'opposition révolutionnaire au gouvernement.

KRIVINE: "PAS DE LUTTES! AUX URNES!"

Dans son meeting d'Evry (en banlieue parisienne), polémiquant contre nos camarades venus présenter une perspective de lutte de classe et contre notre mot d'ordre d'occupations en Lorraine, Krivine expliqua qu'il n'était pas contre les occupations,

le métier de caution de gauche d'un gouvernement aussi ouvertement et résolument anti-ouvrier est particulièrement risqué. Maintenant il n'est décevant plus possible de nier la politique de Mitterrand en faveur de la bourgeoisie; mais la LCR n'en continue pas moins à créer des illusions sur le gouvernement. (D'une façon certes moins bêtement grossière que le PCI social-démocrate de Lambert, dont la ligne frise le délire pathologique: le responsable de la politique anti-ouvrière du gouvernement, c'est... Delors! C'est Mitterrand qui va être surpris!) Enfermée dans le cadre parlementariste gauche/droite, la LCR ne peut offrir à la classe ouvrière que la "perspective" -- de diversion -- de faire pression pour "imposer au gouvernement une autre politique basée sur la seule satisfaction des besoins du plus grand nombre, c'est-à-dire des travailleurs" (*Rouge* n° 1042, 10-16 décembre 1982). Dans ces conditions, il est totalement exclu pour les trotskystes de donner un quelconque soutien électoral à une organisation à laquelle rien n'interdit, programmatiquement parlant, d'entrer dans le gouvernement de front populaire, le fond de la ligne de la LCR étant que si seulement Mitterrand prêtait l'oreille aux travailleurs plutôt qu'aux patrons, il mènerait une politique allant dans l'intérêt des travailleurs.

La politique de pression sur Mitterrand a transformé la LCR en conseil-lère -- critique évidemment! -- du gouvernement. D'abord on a eu la revendication adressée au gouvernement d'instaurer le monopole du commerce extérieur (ce qui, sous un gouvernement bourgeois -- de "gauche" ou non -- est du plus pur protectionnisme). Ensuite, la LCR a remis à l'honneur une mesure du projet PS d'avant les élections: la "banque nationale d'investissements" qui aurait le contrôle, de façon centralisée, de l'ensemble de la politique de soutien aux entreprises, pour leur modernisation, pour en créer de nouvelles." Mesure qui "irait dans le sens de la démocratie et de l'efficacité!". En effet, comment accepter les arguments sur "la compétitivité" quand règne le secret capitaliste?" (*Rouge* n° 1043, 17-30 décembre 1982). Autrement dit, si

Suite page 5

mais que pour le moment ça ne servait à rien. Puisque la grève générale et même les luttes sont aujourd'hui utopiques (nous sommes alors le 24 janvier, en pleine grève de l'automobile!) et qu'il n'y a pas de perspectives politiques en France, il ne reste qu'à voter à "gauche", explique Krivine -- après avoir émis au premier tour ses critiques en votant LCR-LO. Comme en 81! Krivine récidive dans la trahison! Profondément pessimistes dans les capacités révolutionnaires du prolétariat, les centristes droitiers de la LCR sont incapables de tracer une perspective de mobilisation indépendante pour les travailleurs; ils ne fondent plus leurs espérances que dans les bureaucraties réformistes et leurs magouilles parlementaires. Une politique capitulaire de démoralisation et de défaite!

Il n'est pas étonnant que la direction de la LCR recourt elle aussi à la menace de la droite pour éviter une condamnation du gouvernement en mars: "L'abstention ne peut que favoriser la droite" (*Rouge* n° 1041, 3-9 décembre 1982). Krivine, Marchais, même combat! Il y a une différence: la LCR assortit son vote de critiques. C'est quand même plus efficace de commencer à attirer par des critiques les mécontents pour ensuite les ramener dans le giron de Mitterrand! D'ailleurs, la LCR critique aujourd'hui beaucoup Mitterrand. Mais il faut à la direction de la LCR une overdose de cynisme et de mépris pour ses partisans, et plus généralement la classe ouvrière, pour "oublier" ce qu'elle disait il y a encore quelques mois. Elle qualifiait alors l'élection de Mitterrand de "première victoire pour les travailleurs". Krivine se déclarait même la "troisième composante ouvrière" de la majorité! Depuis, c'est l'amnésie... Il est vrai que

LE BOLCHEVIK

Organe de la Ligue trotskyste de France, Section de la tendance spartakiste internationale, pour reforger la Quatrième Internationale.

COMITE DE REDACTION: Jean Thimault (rédacteur en chef), Josiane Alder (réalisation), William Cazenave, Marc Delvaux, Suzanne Girard.
DIFFUSION: Jean-Luc Guillemain
DIRECTEUR DE PUBLICATION: Jean Lécuyer.

Pour toute correspondance:
- Paris: Le Bolchévik B.P. 135-10, 75463 Paris cédex 10 (Téléphone: 208.01.49)
- Rouen: M. Benoit, B.P. 817, 76009 Rouen cédex. (Téléphone: 35-71.20.86)

Imprimerie: I.C.T., 51 rue Olivier Métra 75020 Paris.
Commission paritaire: n° 59267
Les opinions exprimées dans les lettres ou articles signés ne reflètent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.

Les O.S. contre l'Etat-patron

Suite de la page 1

Et que pourrait-il répondre, le PCF, le parti qui n'a pas hésité à dresser, en actes, à Vitry, une partie du prolétariat contre l'autre pour démontrer la profondeur de son social-chauvinisme à sa propre bourgeoisie? Un parti qui, apparemment, pense lui aussi que les immigrés n'ont pas "un comportement de citoyens" dans la mesure où il leur refuse le droit de vote. Les véritables marxistes ne luttent pas simplement contre les expulsions, contre la terreur policière anti-immigrés, mais aussi pour les pleins droits de citoyenneté pour les travailleurs immigrés!

La bourgeoisie semble bien agacée à la pensée qu'il y a des millions de travailleurs -- surtout dans les secteurs industriels clés -- pour lesquels l'argument d'"intérêt national" a peu prise. D'où le délire sur la "conspiration chiite". En vérité ce qu'on voit c'est la révolte des ouvriers des chaînes frappés par la baisse du niveau de vie provoquée par l'inflation et le blocage des salaires et par l'accélération des cadences.

Oui, la grande majorité des O.S. sont des immigrés; et à la coupure traditionnelle entre les O.P. et les O.S. s'ajoute le clivage Français/immigrés. Mais ce ne sont plus les immigrés d'il y a vingt ans, fraîchement arrivés, facilement intimidés. Après une décennie de luttes ils font clairement partie intégrante de la classe ouvrière française. Il faut également noter que, dans la situation actuelle, le secteur automobile (au moins Renault) est le moins frappé par la crise. Donc les ouvriers sentent leur puissance, et aujourd'hui ce sont les O.S. qui sont à l'avant-garde de toute la classe ouvrière. Leur lutte et leurs acquis pourraient bien inspirer à l'ensemble du prolétariat la solidarité et des luttes pour des objectifs sociaux plus larges.

L'ETAT-PATRON JOUE LE LOCK-OUT

La trahison est encore plus évidente étant donné que les directions syndicales ont refusé de riposter aux lock-outs employés sans distinction par les patrons de Renault, Talbot, Chausson et Citroën. Encore une fois, les stalinien parlent "des méthodes du passé, comme le lock-out" utilisées par Renault. Il faut vraiment être aveuglé par le réformisme pour ne pas voir que le 10 mai n'a pas apporté le moindre changement dans le comportement de la direction de la Régie. Elle continue comme avant à chercher le maximum de profit en exploitant les travailleurs, comme n'importe quelle autre entreprise. Pour une entreprise nationalisée d'un Etat bourgeois, rien n'est moins une "méthode du passé" que le lock-out!

Mais les réformistes du PCF et de la CGT sont tellement sensibles aux besoins des firmes "nationales" que les bureaucrates ont fait livrer des vilebrequins stockés aux usines Mavilor -- en grève -- à Renault véhicules industriels, pour lequel Mavilor travaille, et qui commençait à être touché par la grève! Pour les champions de "Produisons français", la grève n'est jamais, évidemment, l'arrêt de la production.

Ainsi, quand 10000 ouvriers à Renault-Flins étaient mis en "chômage technique" le 10 janvier, quatre jours après l'éclatement de la grève des peintres, les bureaucrates ont laissé faire. De temps en temps les lock-outés étaient appelés à manifester devant l'usine; mais les bonzes de la CGT et la CFDT étaient au fond parfaitement contents de voir ces ouvriers rester, atomisés, chez eux pendant que 7000 autres continuaient à travailler.

En face de cette manoeuvre patronale destinée à dresser la majorité lock-outée contre les grévistes, les bureaucrates se cachaient derrière la nature catégorielle de la grève des peintres. Ils voulaient que cette grève d'atelier pourrisse, isolée.

La CFDT, plus "militante", annonçait, par la bouche de Poirier (responsable du secteur automobile), que "toute extension d'une grève dénature le conflit du départ" (le Matin, 12 janvier)!

Effectivement, le poison de la division catégorielle était à l'oeuvre: dans l'atelier des presses, "(...) les appels à la grève ne sont guère entendus. Les autres ateliers, disent certains de ces travailleurs, nous avaient laissés seuls en 1978" (le Monde, 20 janvier). Pourtant, les locks-outés, conscients, eux, que les grévistes se battaient pour 300F pour tous, sympathisaient avec l'atelier de peinture. Ecoutons cet ouvrier: "Pour l'instant, on est dispersé, alors on ne peut rien faire. On attend. Mais on n'a rien contre les grévistes, au contraire" (Libération, 27 janvier). Qui est responsable pour cette dispersion, sinon ceux qui sont censés être la direction des ouvriers, ceux qui ont refusé de transformer cette sympathie en occupation de l'usine -- seule véritable riposte efficace au lock-out.

Que l'occupation soit tout à fait possible est démontré par Poissy, où Talbot avait lock-outé 10 000 ouvriers. Le 28 janvier, la CGT et la CFDT ont appelé les travailleurs... à se présenter pour travailler normalement. C'est peut-être libérateur pour les ouvriers de savoir qu'ils peuvent se passer des nerfs de la CSL et de la maîtrise, mais le véritable but de la manoeuvre était de montrer la "responsabilité" des réformistes dans le cadre de "Produisons français" -- d'éviter de gêner la production des voitures "bleu-blanc-rouge". Dans la mythologie stalinienne, le patronat cherche systématiquement

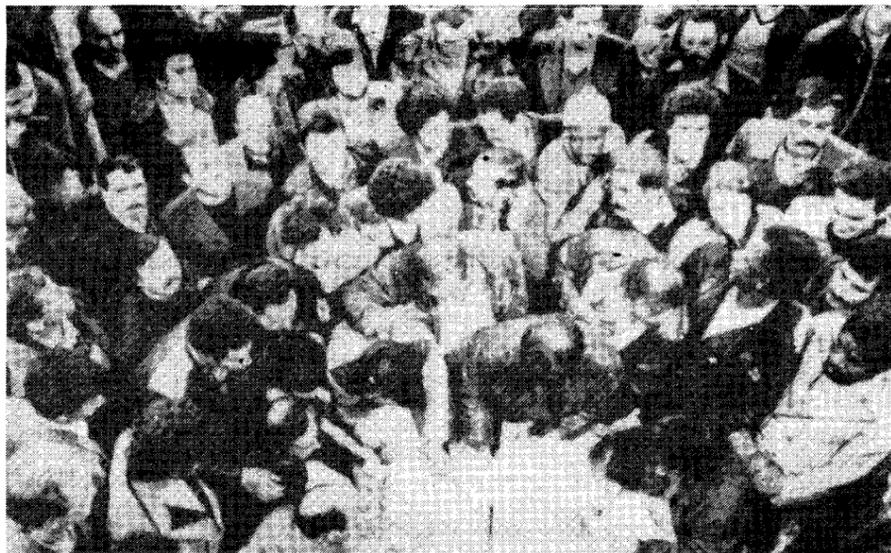
lyser toutes les chaînes de Renault, et toute l'industrie! Ces comités doivent être des organes de combat pour surmonter les divisions syndicales et mobiliser tous les ouvriers, brisant la camisole de force de la bureaucratie syndicale, qui lie la classe ouvrière à la bourgeoisie à travers son soutien au front populaire.

POUR LA GRILLE UNIQUE -- CONTRE LA POLITIQUE DE DIVISION PATRONALE!

Pendant des années, des grèves d'atelier ou de département ont éclaté les unes après les autres à Renault. Périodiquement ces conflits sporadiques et isolés menaçaient de s'étendre dans une grève de l'ensemble de la Régie. Et chaque fois la bureaucratie syndicale intervenait avec tout son poids pour casser tout mouvement en ce sens.

En grande partie ces luttes démarrent comme des grèves catégorielles à cause de l'échelle des qualifications. Pistoléteurs ou caristes se battent simplement pour accéder à la catégorie supérieure. Si Peugeot a tablé sur l'utilisation massive des immigrés régimentés par un système policier de syndicats maisons basés sur la maîtrise, Renault, "l'usine sociale", a ses propres méthodes de diviser pour mieux régner.

Ainsi, avant 1952, les salaires de base étaient liés à la quantité de pièces produites -- le boni -- ce qui donnait pas moins que 400 taux de base différents à Billancourt. Ce système fut ensuite remplacé par un autre pas moins anarchique -- une grille basée sur les catégories pré-industrielles (chaudronniers,



Flins, le 17 janvier -- Mauvaise surprise pour les bureaucrates syndicaux: les grévistes de l'atelier de peinture, quasi unanimes, votaient la poursuite de la grève.

la "casse" de la production (comment réaliseraient-ils un profit?) -- donc, en fin de compte, "la grève c'est l'arme des trusts". Non, contrairement aux sociaux-chauvins, la riposte ouvrière aux lock-outs ou à des véritables cas de chômage technique, n'est pas de produire pour la bourgeoisie coûte que coûte!

Talbot est donc un terrible gâchis de la capacité organisationnelle et de l'esprit de solidarité de la classe ouvrière. Mais il montre la possibilité pour des véritables occupations d'usine partout dans l'automobile. Occupations qui doivent être défendues par des piquets de grève de masse, face à des tentatives, comme celle du 26 janvier, d'éléments de la maîtrise de faire redémarrer les chaînes à Renault-Flins. Qu'ils aient pu pénétrer jusqu'au centre livreur, à cause du nombre insuffisant de grévistes présents pour les empêcher, est encore un crime de la bureaucratie syndicale.

Voilà pourquoi il faut des comités de grève, démocratiquement élus et révocables à tout moment pour diriger une contre-offensive générale avec occupations d'usines, piquets de grève massifs pour arrêter complètement la production, et organisation de l'autodéfense ouvrière pour para-

serruriers, ...). Ce système (qui ne prend en compte que les diplômes et pas les qualifications véritables acquises) est aujourd'hui complètement dépassé par l'évolution technique! Il condamne les O.S. à rester comme tels à vie. Pire encore, tout cela est renforcé par les écarts de 25 à 30% à l'intérieur des catégories des qualifications, pendant que les primes et autres moyens de l'arbitraire et du favoritisme patronal font que, comme à Chausson, le même travail peut être rémunéré par des salaires de 4000 à 6000F!

A plusieurs reprises depuis Mai 68, les ouvriers se sont révoltés contre ce système de caste, sous le mot d'ordre "A travail égal, salaire égal!" La direction de Renault s'est toujours battue pour le maintenir, appuyée de toute sa force par la bureaucratie syndicale. Ils préfèrent tous une interminable série de petites grèves catégorielles, plus facilement matées, à des luttes de l'ensemble d'une usine ou d'une industrie!

Krasucki, qui parle d'une "grille de rémunération adaptée aux conditions réelles de la production", proclame cependant: "Il est illusoire de penser, actuellement, qu'il est possible de résoudre ce problème à l'échelon national!" (l'Humanité,

26 janvier). Pourquoi? Pourquoi pas casser ce système de division des travailleurs par une puissante offensive de l'ensemble des ouvriers de la Régie? Parce que Krasucki, comme Maire, Richter et Cie, les "lieutenants ouvriers du capital" que sont les bureaucrates syndicaux, font et feront tout pour divertir, dérailler et briser des véritables luttes.

C'est pourquoi un programme pour en finir avec cette anarchie salariale soigneusement entretenue par le patronat ne peut être gagné que par la lutte d'une opposition révolutionnaire dans les syndicats, avançant, contre les bureaucrates, les revendications suivantes: Suppression du salaire au rendement! Intégration des primes au salaire! Pour une grille unique dans chaque industrie, alignée sur le plus haut barème! Pour le contrôle de la formation professionnelle par les syndicats, qui feraient tout pour assurer l'avancement des femmes, des immigrés et d'autres victimes de la discrimination patronale! A travail égal, salaire égal! Contrôle syndical sur l'embauche!

"UNE SEULE ENTREPRISE, UN SEUL SYNDICAT"

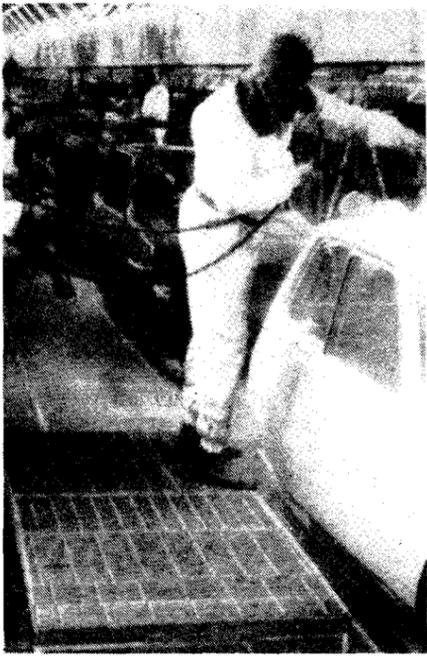
La situation décrite par L'Internationale communiste (IC) en 1920 reste d'une brûlante actualité (particulièrement si l'on garde en tête que, sous les directions syndicales réformistes, les syndicats n'ont jamais dépassé le chiffre de 20% de la force du travail): "Aux moments critiques de la lutte, la bourgeoisie sème la discorde parmi les masses ouvrières militantes et empêche les actions isolées de différentes catégories d'ouvriers de fusionner dans une action de classe générale; elle est soutenue dans ces tentatives par l'oeuvre des anciennes organisations syndicales, morcelant les travailleurs d'une branche d'industrie en groupes professionnels artificiellement isolés, bien qu'ils soient tous rattachés les uns aux autres par le fait même de l'exploitation capitaliste." ("Le mouvement syndical, les comités de fabrique et d'usine", Quatre premiers congrès mondiaux de l'Internationale communiste 1919-1923)

C'est pourquoi l'IC et l'Internationale syndicale rouge (ISR) avançaient le mot d'ordre des "syndicats d'industrie". Le programme d'action de l'ISR (1921) expliquait: "tous les ouvriers et tous les employés d'une entreprise donnée doivent être membres d'un seul syndicat. Cette idée pourtant si simple provoque toute une révolution dans la construction syndicale contemporaine" (Losovsky, L'Internationale syndicale rouge).

Aujourd'hui, quand "unité" est devenu synonyme de "front populaire" et quand les bureaucrates syndicaux mènent entre eux une concurrence obscène pour démontrer leur "responsabilité" à la bourgeoisie (la CGT explique que la grève de Flins n'aurait jamais éclaté, si c'était elle qui avait la main-mise sur ces travailleurs-là), il est évident que la division "politique" entre stalinien et sociaux-démocrates dans les syndicats cache mal une simple concurrence bureaucratique entre les appareils réformistes.

Les bureaucrates vivent sur les restes des acquis gagnés au cours des gigantesques luttes comme 1936 qu'ils avaient sabotées et trahies à l'époque. Ce serait dans le cours de luttes semblables que de nouveaux organes ouvriers -- des comités de grève et éventuellement des comités d'usine, les deux élus et révocables à tout moment -- peuvent se forger comme base à l'unification du mouvement syndical, non par la fusion par magouilles au sommet des "lieutenants ouvriers du capital" mais en les chassant.

Le mal dont souffre le mouvement syndical réformiste réside non dans une centralisation insuffisante, mais dans le caractère bureaucratique de cette centralisation. Une véritable centralisation des luttes -- un centre syndical général en tant qu'organe de classe unique -- nécessite de balayer tous les bureaucrates. Les syndicats industriels doivent défendre



Les grévistes de Flins ont "peu à voir avec les réalités sociales françaises", dit Mauroy. Qu'il passe même un seul jour sur la chaîne pour voir!

la démocratie syndicale, le droit pour les formations politiques, à l'intérieur des syndicats, de s'exprimer et de lutter sur leurs programmes pour la direction du syndicat, ce qui permettrait de véritables luttes politiques au lieu de la concurrence entre cliques bureaucratiques réglant leurs comptes à coup d'exclusions.

Les syndicats sont un des acquis organisationnels les plus importants du prolétariat dans sa lutte contre les capitalistes. Mais les syndicats doivent devenir des organisations non seulement qui se battent pour défendre les intérêts immédiats de la classe ouvrière, mais

qui cherchent à organiser les couches les plus larges de la classe dans une lutte contre le système capitaliste lui-même. Sinon ils serviront de plus en plus à intégrer les travailleurs dans l'Etat capitaliste. La condition nécessaire à cette transformation des syndicats est une direction alternative qui ait gagné de l'autorité dans le mouvement ouvrier par sa lutte conséquente pour un programme révolutionnaire, le programme trotskyste.

La création de véritables syndicats industriels en France ne pourra être le résultat que de formidables luttes de classe qui remettront en question l'ensemble du rapport de forces entre la bourgeoisie, ses commis dans la classe ouvrière -- les dirigeants des syndicats et partis réformistes -- et la masse de la classe ouvrière. Un tel mouvement, à une telle échelle, peut être la base pour le contrôle ouvrier -- le double pouvoir dans l'usine --, réponse à l'anarchie du capitalisme en crise. Autrement dit, cela pourra mener à une crise révolutionnaire. Si un tel mouvement était vaincu ou trahi, la "meilleure" issue qu'on puisse attendre serait soit la formation de syndicats industriels -- leur énorme puissance étant alors affaiblie par une direction traître comme aux Etats-Unis, ou -- ce qui serait plus probable en France -- une scission des réformistes afin de continuer leur politique de diviser pour régner.

L'issue dépendra de façon décisive de l'intervention d'un parti d'avant-garde trotskyste. Alors le prolétariat pourra en finir une fois pour toutes avec la double calamité de l'inflation et du chômage en expropriant la classe dirigeante capitaliste, en renversant l'Etat bourgeois et en le remplaçant par un gouvernement ouvrier -- la dictature du prolétariat.

des problèmes politiques à un niveau qu'ils ne sont guère habitués de traiter. LO a probablement "quelque audience de masse", mais elle n'est pas pour autant une alternative pour des militants du PCF qui cherchent une perspective de lutte de classe. LO n'a effectivement pas une "position de classe" par rapport à Mitterrand, et c'est la raison pour laquelle elle est incapable de défendre les acquis prolétariens en URSS et dans les pays de même nature.

L'"organisation d'Arlette" espère bien elle aussi que les travailleurs ont la mémoire courte. Mais LO s'est particularisée dans les présidentielles en justifiant Vitry et en menant une campagne électoraliste aux forts accents populistes, mais elle partage, avec les autres opportunistes d'"extrême gauche", la responsabilité d'avoir porté ce gouvernement anti-ouvrier au pouvoir: "Sans illusion mais sans réserve le 10 mai votez François Mitterrand!" (Lutte ouvrière n°674, 2 mai 1981). Plus exactement "sans scrupule et sans réserve". La politique de Mitterrand "sera voisine de celle de Giscard d'Estaing", expliquait LO. Mais voyez-vous, "il fallait en faire l'expérience"... Les trotskystes sont certes pour partager des "expériences" avec la classe ouvrière dans le but de faire la démonstration, dans la pratique, de la nature traître des directions réformistes et centristes. Mais jamais derrière la bourgeoisie! Or, avec les fronts populaires -- alliance de partis réformistes et de bourgeois --, les bureaucraties réformistes enchaînent le prolétariat au char de la bourgeoisie. L'avant-garde révolutionnaire ne peut jamais "partager" avec les éléments les plus arriérés du prolétariat des illusions sur la possibilité de collaborer avec la bourgeoisie. Nous devons au contraire à tout moment chercher à tracer la ligne de classe. Et toute tactique électorale doit exprimer le principe marxiste élémentaire de l'indépendance de classe. C'est cette signification qu'avait notre position d'envisager -- jusqu'à Vitry -- de voter Marchais dont la candidature était formellement indépendante. Pendant l'union de la gauche, nous avions toujours mis une condition préalable pour envisager de voter pour le PC et PS: rompez avec vos alliés bourgeois. Notre position d'opposition conditionnelle (et non abstention-

niste) visait à tracer la ligne de classe et à dresser la base ouvrière contre ses directions traîtres. LO, incapable de se placer de ce point de vue des principes et du programme révolutionnaires, appelle les travailleurs à faire les expériences des fronts populaires, expériences dont on sait qu'elles mènent à la démobilisation, à la démoralisation et à la défaite du prolétariat. LO n'hésitait même pas à dire: "Et notre propos (...) n'est pas de dire qu'il faut exiger tout et tout de suite, ni faire de la surenchère. (...) donnons, bien sûr, aujourd'hui au gouvernement, le temps et les moyens d'agir..." (Lutte ouvrière n°680, 13 juin 1981).

Aujourd'hui il y a un fort mécontentement contre ce gouvernement auquel les opportunistes comme LO ont donné les "moyens d'agir". LO, suivant le vent, n'appelle plus à voter pour les partis de "gauche". Donner un soutien électoral à LO, sur la base de son refus d'appeler à voter pour les partis gouvernementaux, aurait pu néanmoins être un moyen (même imparfait et partiel) d'une condamnation de classe à l'égard du gouvernement -- un vote pour l'indépendance de classe. Mais en faisant tout pour que sa propre position ne permette pas d'exprimer une opposition au gouvernement de front populaire, LO empêche que nous puissions appeler à voter pour elle. Les PC et PS agitent la menace de la droite, dit LO, mais que craignent-ils dans ces élections? Ils ont "tous les moyens de gouverner. Ils ont la majorité des députés. Les élections municipales ne leur donneront pas de moyens qu'ils n'aient déjà" (Lutte ouvrière n°763, 15 janvier). Il s'agit, au fond, pour LO de donner au gouvernement, à l'occasion d'une élection secondaire, un "avertissement sans frais" qui se situe dans le cadre, de fait accepté, du front populaire au pouvoir. LO place sa position de vote dans le même cadre que la LCR de pression parlementaire sur Mitterrand, la LCR en faisant pression en votant, LO en s'abstenant: il faut "faire la grève du vote (...) pour se faire entendre [du gouvernement]" (Lutte ouvrière n°762, 8 janvier). Dans ces conditions, il n'est pas étonnant de lire dans la presse de LO des déclarations qui pourraient être sorties tout droit de Rouge: "Il faut que la classe ouvrière apparaisse comme une force sociale capable d'imposer des changements au gouvernement (...)" (Lutte de classe n°94, 20 avril 1982). La constitution de son bloc électoral avec la LCR -- qui appelle ouvertement à soutenir Mitterrand -- (bloc qui ferait d'ailleurs d'un vote pour LO un vote pour la LCR) montre d'ailleurs bien à quel point la question de se servir de ces élections comme moyen de condamner le gouvernement est sans importance pour LO. LO ne combat pas le gouvernement, elle le boude.

LO est en fait abstentionniste dans le sens le plus pur et le pire: "le problème n'est donc pas de proposer aux travailleurs des objectifs qui pourraient correspondre à une mobilisation qui n'existe pas (...)" (Lutte de classe n°95, 14 juin 1982). Dans toute l'"extrême gauche", LO, groupe économiste infra-réformiste, a une façon bien particulière de capituler face à la nécessaire lutte intransigeante sur le programme pour une mobilisation ouvrière indépendante: en se camouflant derrière

la conscience des travailleurs les moins avancés, conscience en fait donnée par les directions traîtres. Et pour justifier sa capitulation LO s'ingénie à noircir la réalité. Le n°97 de Lutte de classes (novembre 1982) nous décrit une classe ouvrière solidaire de ses exploités, acceptant les cadeaux de Mitterrand au patronat, le blocage des salaires et le chômage! Et surtout "(...) les travailleurs font preuve d'une certaine apathie (...). [Ils] n'ont pas précisément envie de se battre" (Lutte de classe n°98, décembre 1982). Les ouvriers de l'automobile ont répondu à ce flot de pessimisme, qui est l'indispensable compagnon d'une politique réformiste. La question n'est pas la volonté de lutte de la classe ouvrière, mais l'obstacle que représentent les bureaucraties briseuses de grève. Pour les apprentis organisateurs de défaite de LO, il ne s'agit pas de faire sauter cet obstacle, mais de "faire réellement pression sur les bureaucrates" (Lutte de classe n°90, 19 janvier 1982).

Comment LO pourrait-elle avoir une politique d'opposition intransigeante au front populaire, alors que sur deux des points chauds de la guerre froide -- l'Afghanistan et la Pologne -- elle se place dans le même camp que Mitterrand contre l'Etat ouvrier, soutenant des forces qui, reconnaît LO, "agissent, à des degrés divers et par des voies différentes, dans le sens de la rupture de ces pays avec l'URSS et du rapprochement avec le camp occidental" (Lutte de classes n°81, 22 décembre 1980). C'est justement à cause de cette menace contre l'Etat ouvrier dégénéré soviétique que nous, trotskystes, pour qui la défense militaire inconditionnelle de l'URSS face à l'impérialisme est le devoir de tout ouvrier conscient, avons dit: "Salut à l'Armée rouge en Afghanistan!" et "Halte à la contre-révolution de Solidarnosc!" Que LO ose (encore) se réclamer de Trotsky n'est pas risible, c'est une abjection! Il est significatif aussi que LO ait tout fait pour minimiser la présence au Liban des troupes françaises ("toute symbolique", "pour la façade"), alors qu'elles étaient là pour défendre les intérêts de l'impérialisme français et finir le travail des sionistes, pour désarmer les Palestiniens. Ce que LO reconnaîtra... après la tuerie de Chatila et Sabra! Mais jamais LO ne réclamera le retrait des troupes impérialistes françaises! La lutte contre l'ennemi principal -- son propre impérialisme -- est un test décisif pour qui se dit révolutionnaire. LO vient de nouveau d'y échouer.

LO déclare elle-même qu'elle n'est pas une alternative pour le prolétariat. Nous ne pouvons qu'approuver. Elle attend simplement que des militants du PCF se décident à "former eux-mêmes une force politique crédible à la gauche du Parti communiste" que LO viendrait ensuite féconder de ses "idées" (Lutte de classes n°98, décembre 1982). Si une telle force politique voyait le jour, ce ne serait qu'un nouveau parti réformiste, peut-être de gauche, mais à coup sûr pas armé du nécessaire programme pour mobiliser le prolétariat pour la révolution ouvrière. Ce dont le prolétariat a par-dessus tout besoin c'est d'un parti armé de ce programme révolutionnaire. C'est sur ce programme que, dès aujourd'hui, nous appelons les forces sérieuses du mouvement ouvrier à se regrouper afin d'en finir avec ce système d'exploitation.

Votez, revotez...

Suite de la page 3

les capitalistes acceptaient la "transparence" de leurs opérations, les travailleurs pourraient accepter les "arguments sur la compétitivité", c'est-à-dire leur exploitation? Finie la lutte des classes! Un vrai paradis social-démocrate! Mais ces étranges "révolutionnaires" n'ont pas fini de nous surprendre. Le même numéro de Rouge conseille à Mitterrand de prendre diverses "décisions unilatérales immédiates favorables à la lutte pour l'émancipation nationale des peuples", alors la France va "s'attirer la sympathie des peuples dominés", et "de nouveaux marchés s'ouvriraient sans doute pour l'industrie française"! Exactement ce que veut Mitterrand, le chef de l'impérialisme français! Le soutien capitulaire de la LCR à Mitterrand l'avait déjà amenée à s'aligner derrière son propre impérialisme contre l'URSS sur l'Afghanistan et la Pologne; il l'amène aujourd'hui à préconiser un impérialisme "à visage humain" -- plus rentable! Mais, glisse à la fin l'auteur de cet article de Rouge, cette politique implique de combattre "la logique d'exploitation et de profit". Vouloir combattre la "logique du profit" avec un gouvernement bourgeois? C'est précisément là l'essence du programme réformiste!

ARLETTE BOUDE MITTERRAND

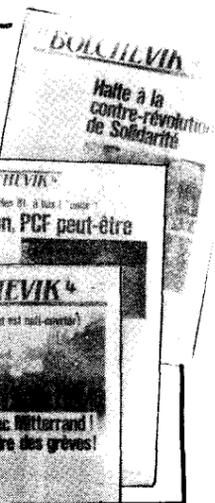
Lutte ouvrière n° 762 (8 janvier) reproduit une lettre d'un militant du PCF, critiquant fermement le refus de LO de considérer que, "quelles que soient (...) les erreurs ou fautes de l'URSS et autres pays socialistes, (...) la lutte des classes internationale passe par la solidarité avec le camp socialiste"; il ajoute: "Ceci étant dit, je dois malheureusement constater que vous êtes actuellement la seule organisation avec son journal, ayant quelque audience de masse à exprimer une position de classe quant à la politique du gouvernement Mitterrand-Mauroy." La position actuellement critique de LO à l'égard du gouvernement risque -- comme cette lettre l'indique -- de la confronter à des militants à la recherche d'une alternative de classe qui vont poser aux économistes primaires de LO

abonnez-vous au Bolchéviek

1 an (10 numéros) :
30 F (France) Hors Europe 40 F (avion : 60 F)
Etranger : mandat poste international

NOM _____ Tel _____
ADRESSE _____

Le Bolchéviek BP 135-10 - 75463 Paris cédex 10



Jusqu'où ira le SWP ?

Barnes dénonce le trotskysme !

"Le trotskysme, le terme en lui-même, je le prédis, aucun de nous ne s'en réclamera avant la fin de cette décennie. En fait, si j'ai raison que le trotskysme provient d'un terme frauduleux employé par les staliens (...), le trotskysme en tant que tel n'a pas beaucoup de valeur comme appellation."

— Jack Barnes, 31 décembre 1982

La veille du jour de l'an, lors d'un meeting public du Socialist Workers Party (SWP) [organisation soeur de la LCR aux Etats-Unis] à Chicago, Jack Barnes, le leader du SWP, a enfin déclaré nettement ce qui est la réalité depuis 20 ans: le SWP n'est pas le parti trotskyste aux Etats-Unis. Barnes a déclaré que "80% de ceux qui, à l'échelle mondiale, se réclament du trotskysme (...) sont des sectaires indécrottables et sans espoir". Le discours de Barnes, clou de la convention annuelle du groupe de jeunesse du SWP, dura deux heures et demie et fut un tir de barrage contre la théorie trotskyste de la révolution permanente: "La révolution permanente, si ces choses sont vraies, n'est pas une généralisation correcte ou adéquate, et en tant que généralisation pose plus de problèmes qu'elle n'en résout (...)" Par "ces choses", Barnes se réfère à l'idée d'une "fusion" avec les "révolutionnaires" du mouvement sandiniste nicaraguayen, du mouvement "New Jewel" de Grenade, des partis communistes salvadorien et cubain. "Nous ne sommes pas trotskystes...", c'était la révélation de Barnes, et jamais des paroles aussi vraies ne sont sorties de sa bouche.

Nous devons nous arrêter ici pour avertir nos lecteurs que les citations du discours de Barnes ne peuvent pas être à la hauteur de nos standards habituels d'exactitude, et ce grâce au SWP qui a exclu du meeting nos observateurs connus. Pour la première fois depuis des années, la Spartacist League (SL) [section américaine de la tendance spartaciste internationale] n'a pas été autorisée à avoir un observateur à la conférence de la jeunesse: un des premiers points de l'ordre du jour fut une proposition d'exclure la SL, en nous mettant dans le même sac que la douteuse Workers League [organisation healyste aux USA] (qui est aujourd'hui aux ordres de sordides dictatures anti-ouvrières, militaires et religieuses, du Proche-Orient, et qui actuellement s'est engagée dans des attaques contre le SWP en le poursuivant devant les tribunaux bourgeois). La SL a été exclue sous prétexte qu'elle avait tenté de "perturber la convention en distribuant ses tracts et en vendant ses journaux". Le discours public de Barnes a été suivi par environ 1200 personnes, soit 400 personnes de plus que les participants à la conférence de la jeunesse elle-même.

Ce ne sera pas une nouveauté pour les lecteurs réguliers de *Workers Vanguard* [journal de la SL] de savoir que le SWP réformiste n'est pas trotskyste. La Spartacist League, en tant qu'organisation authentiquement trotskyste aux USA, a traité largement dans sa presse des positions programmatiques clés qui définissent politiquement le SWP comme un parti réformiste, depuis ses appels pour une aide américaine au Nicaragua



Comme les staliens, le SWP falsifie le léninisme pour attaquer le trotskysme

(complètement en harmonie avec les impérialistes libéraux qui craignent que l'intransigeance de Reagan ne contraigne les sandinistes à suivre la "voie cubaine") à son opposition à des mobilisations combattives, basées sur la puissance de la classe ouvrière et des minorités, pour arrêter la terreur fasciste dans ce pays. Mais dans nos commentaires nous avons fait trop peu de cas des disputes "théoriques" des idéologues du SWP sur le "trotskysme", disputes qui ont pris le caractère de discussions staliennes sur le léninisme -- grotesque perversion de l'axe révolutionnaire au service d'un appétit réformiste.

Mais pour tout parti, la renonciation explicite à un "isme" de longue date est un événement significatif et inhabituel. Les organisations qui se réfèrent depuis longtemps à la tradition marxiste, même si cela est vide de contenu, évitent de renoncer totalement à se réclamer de la "continuité". Pour exemple, les remous des années précédentes dans les PC d'Europe de l'Ouest sur la question de la renonciation explicite à la "dictature du prolétariat". Les partis communistes réformistes et lâches, dans leur ligne politique réelle, exposée de cent mille manières, n'ont absolument plus rien de commun avec le programme léniniste du pouvoir pour la classe ouvrière. Mais l'abandon de la dictature du prolétariat par le Parti communiste espagnol a été cependant un événement politique réel, produit de l'aggravation des tensions de la guerre froide qui a fait des partis communistes pro-Moscou (même s'ils sont servilement réformistes et social-patriotes) des participants inacceptables dans des gouvernements capitalistes de "coalition".

A une beaucoup plus petite échelle, même une organisation telle que le SWP bénéficie habituellement de considérables atouts que lui donne son "étiquette" historique, en particulier depuis à peu près 50 ans que le SWP est dans le business du trotskysme -- ce qui était d'abord une réalité politique et ensuite une référence vide de contenu. L'antitrotskysme explicite de la "pensée vivante" de Jack Barnes se paiera. Dans le SWP il y avait jusqu'à main-

tenant deux ailes droites substantielles distinctes, qui cherchaient un moyen pour sortir de "Barnestown". Il est possible que Barnes fasse bon accueil à leur défection ultérieure, ce qui lui évitera la peine de quelques exclusions. Mais même parmi les plus fervents partisans réformistes de la majorité de Barnes, s'accrochant maintenant désespérément aux staliens locaux et aux nationalistes radicaux, quelques éléments maintiennent certainement un attachement sentimental, programmatiquement vide, au trotskysme; il y a les publications Pathfinder, qui ont tiré de considérables revenus de la vente des livres de Trotsky; il y a certainement quelques ex-membres plus vieux qui ont continué à soutenir financièrement le SWP, en s'illusionnant sur le fait qu'il maintenait quelque continuité avec l'organisation qu'ils avaient connue.

Ensuite il y a la question épineuse des relations du SWP avec ses partenaires européens du bloc qu'est le "Secrétariat unifié", avec lesquels le SWP a été dans un état presque constant de guerre pendant les 20 ans de l'association fraternelle entre le SWP et le Secrétariat unifié. Les hostilités ont actuellement atteint le degré maximum, et maintenant Barnes explicitement met un trait sur le Secrétariat unifié en déclarant que 80% des "trotskystes" dans le monde sont des sectaires sans espoir. Certes, Barnes ne devrait certainement pas se soucier d'une scission avec ces gens "sans espoir", néanmoins son attaque explicite contre le trotskysme leur fournit des armes polémiques inespérées.

"LES ANNEES DE TRANSITION"

Jack Barnes a dirigé le SWP d'une main de fer depuis le milieu des années 60. Il a consolidé son contrôle en particulier contre les vieux cadres restants par des tactiques allant de l'utilisation du statut de "membre honoraire", pour virer les plus vieux dirigeants du comité national, jusqu'à des ricanements ostensibles devant les réserves émises par des vétérans du parti au sujet de ses conceptions organisationnellement aventuristes des "tactiques" syndicales.

En tant que caïd de l'appareil

du SWP, les premières contributions de Barnes à la "théorie" tendaient à consister principalement en slogans systématisant le programme réformiste du SWP, du genre: "Si vous aimez le féminisme, vous adorerez le socialisme." Mais en 79, suite à la mort de Joseph Hansen [dirigeant du SWP], Barnes est apparu comme le "théoricien" international de son parti. Maintenant les "nouvelles" contributions créatives de Barnes (ce sont à vrai dire de très, très vieilles attaques menchéviques/staliennes contre le trotskysme) font leur apparition pour de bon.

Parmi les symptômes ultérieurs, il y a eu plus particulièrement les récents articles de Doug Jennes, l'homme à tout faire de Barnes, qui dénonçait l'analyse faite par Trotsky de la révolution d'Octobre 17, ainsi que quelques actes provocateurs symboliques. Par exemple, la liste des révolutionnaires dans la brochure de la convention de la jeunesse était: Marx, Engels, Lénine -- pas Trotsky. Ou bien prenez le choix fait par Barnes (*Internal Bulletin* du SWP, n°1 de 1982, septembre 1982) des titres prévus pour la série de Farrell Dobbs sur la "continuité révolutionnaire"; d'après Barnes, la partie III qui traitera de la période jusqu'à 1959 sera intitulée "Les années trotskystes", et le prochain tome sera "Les années de transition".

Transition vers quoi, pourriez-vous demander. En échange de quelle influence, pour se concilier quel allié, Barnes entreprend-il la tâche épineuse de désavouer publiquement le trotskysme? "Chaque fois qu'un parti fusionne avec un autre, il change lui-même, et c'est la voie pour aller de l'avant", dit Barnes. Que l'organisation de Barnes, excentrique et en voie de disparition, soit disposée à une "fusion" nous n'en doutons pas -- mais avec qui?

La cible de Barnes est, selon son discours du nouvel an, l'Amérique centrale, "où les pensées les plus importantes du monde se forment". La modeste proposition de Barnes est un "mouvement marxiste mondial commun" comprenant le SWP et les forces "révolutionnaires" d'Amérique centrale. Et qui sont-elles? Eh bien, il y a le gouvernement du Nicaragua, les sandinistes, dont le programme de conciliation avec les "capitalistes antisozialistes" dans le cadre d'une "économie mixte" va tout droit à l'encontre de la nécessité de briser le pouvoir social des capitalistes au Nicaragua, particulièrement face aux provocations américaines et face à la régionalisation de l'insurrection en Amérique centrale. Ensuite, il y a le régime de Castro à Cuba qui, selon un article de foi de Barnes, est défini comme n'ayant aucune ressemblance avec les vendus staliens de Russie -- ceci en dépit de l'indiscutable accord sur pratiquement tout entre les régimes staliens de Cuba et de l'URSS. Et n'oublions pas le Salvador où, pour Barnes, "les révolutionnaires dignes de ce nom" appartiennent au PC; il y a un mois, le SWP a annoncé au niveau interne la découverte de Barnes selon laquelle la fraction du BPR [un des fronts guérillistes] Cayetano Carpio (que le SWP ainsi que les marcytes et d'autres ont assidûment courtisé ces derniers temps) était moins "prolétarienne" que l'aile du PC [dans le BPR].

La question du pouvoir se pose en Amérique centrale, alors que les oligarchies sadiques soutenues à bout de bras par l'impérialisme US sont confrontées les unes après les autres à des rébellions populaires. Les dirigeants du Nicaragua temporent avec la bourgeoisie "patriote" et cherchent à apaiser le Pentagone en refusant de fournir des armes aux insurgés salvadoriens; la perspective de la direction salvadorienne est une solution politique négociée qui volerait aux masses populaires la victoire pour laquelle elles se battent et meurent; les dirigeants cubains excusent leur soutien à des juntes militaires "progressistes", depuis le Pérou jusqu'au Brésil, par l'argument que l'Amérique latine n'est pas "prête pour le socialisme". Ces nationalistes et ces staliens, en s'illusionnant sur la possibilité de pacifier l'impérialisme américain, ne font qu'entraîner les masses d'Amé-

rique centrale dans des tragédies front-populistes: telle la "voie pacifique" d'Allende au Chili, qui a rendu furieux les capitalistes et militaristes locaux (ainsi que les multinationales et la CIA) sans briser définitivement leur pouvoir, ce qui a conduit au bain de sang du général Pinochet. Certes, la campagne belliciste de l'impérialisme américain a poussé les idéologues de la gauche d'Amérique centrale à tenir un double langage; et après un travail fou pour trouver des citations, voilà le SWP qui nous révèle "les nouveaux révolutionnaires de l'action".

Pour les trotskystes authentiques, la lutte révolutionnaire en Amérique centrale, l'héroïque résistance des masses, les polémiques au sujet de la stratégie sont une occasion décisive pour gagner à la perspective de l'indépendance du prolétariat à l'égard de toutes les ailes de la bourgeoisie ceux qui, dans la région, sont subjectivement révolutionnaires; c'est la seule voie vers la victoire. Notre stratégie est la construction de partis d'avant-garde léninistes dirigeant le prolétariat, à la tête des masses paysannes, vers la prise du pouvoir (c'est le coeur de la théorie de la "révolution permanente"). C'est précisément pour Barnes et Cie le moment de dénoncer formellement la révolution permanente, de traîner dans la boue Trotsky et d'explicitement reléguer la lutte de la Quatrième Internationale aux "bons vieux jours" d'avant Castro.

LA REVOLUTION PERMANENTE: "SECTAIRE ET ULTRA-GAUCHE"

Barnes a commencé son discours par de longues paraphrases des récents travaux d'un dénommé Schafik Jorge Handal, secrétaire général du PC salvadorien. Mais la plupart du discours avait un son plus familier -- familier à tous ceux qui ont déjà lu ou entendu les arguments réformistes classiques contre le trotskysme. L'énumération faite par Barnes de toutes les erreurs de jeunesse de Trotsky en tant que menchévik de gauche en opposition au bolchévisme, dans le but de faire disparaître Trotsky en tant que révolutionnaire léniniste, aurait pu être parfaitement extraite des "exposés" du [staliniens] Carl Davidson sur le trotskysme ("gauche dans les paroles, droitier dans les faits"), parus il y a quelques années dans le Guardian [journal maoïste américain]. Barnes a ensuite critiqué sévèrement la théorie de la révolution permanente comme étant défectueuse en 1905, fautive en 1917 et tout simplement "ultra-gauche" en Chine en 1928.

La théorie de la révolution permanente a d'abord et surtout été testée dans la Révolution russe. Cette théorie a devancé le changement dans la propre pensée de Lénine qui, sous la pression des événements, de social-démocrate révolutionnaire devenait communiste. Au moment du congrès de Prague en 1912, Lénine était communiste sur la question organisationnelle. Mais ses positions sur le caractère de classe précis de la révolution en Russie étaient encore en évolution. Avant avril 1917, Lénine cherchait à s'opposer au vieux schéma menchévik (staliniens par la suite) selon lequel la Russie avait besoin d'une "révolution à deux étapes" -- premièrement

une révolution "démocratique" sous la direction de la "bourgeoisie démocratique", et une étape socialiste seulement après une période de développement capitaliste. Mais sa formule pour tracer une ligne entre lui et le réformisme menchévik était la formule inadéquate de la "dictature démocratique du prolétariat et de la paysannerie" qui postulait la domination de classe de deux classes. Le mérite de Lénine fut précisément qu'il ne rognait pas son programme révolutionnaire pour l'ajuster à une formule inadéquate, mais il saisit la possibilité se présentant concrètement de diriger le prolétariat à la conquête du pouvoir d'Etat, grâce au parti révolutionnaire de combat qu'il avait construit dans ce but.

En agissant ainsi, il confirma la théorie de la révolution permanente qui avait prévu qu'en période de décadence impérialiste, les faibles classes dirigeantes des pays arriérés ne peuvent ni ne veulent jouer le rôle progressiste associé aux révolutions bourgeoises des époques précédentes. Ainsi les "tâches démocratiques" que les vieilles bourgeoisies "éclairées" ont accomplies -- c'est-à-dire l'autodétermination nationale, la destruction des rapports de classe féodaux dans les campagnes, l'abolition de la monarchie, le suffrage universel, etc. -- ne pouvaient l'être dans les pays tels que la Russie que sous la domination de classe du prolétariat révolutionnaire, devenu lui-même plus fort et concentré maintenant dans de grandes entreprises et secteurs industriels.

Pour Barnes, la théorie de la révolution permanente est "sectaire" et "ultra-gauche" et n'avait jamais été acceptée par Lénine en acte comme en parole. En effet, Barnes va aussi loin que d'accuser délicatement Trotsky de mentir au sujet des positions de Lénine: "C'est la seule chose que je peux me rappeler que Trotsky a jamais écrite, qui est, je crois, fautive au niveau des faits". Pour explorer cette question, examinons quelques-uns des débats autour de la Révolution d'Octobre.

Dans son introduction à la première édition russe de *La révolution permanente*, Trotsky nota que pour Staline et Cie la théorie de la révolution permanente représente le péché originel du "trotskysme". Il plaça le débat dans ses différents contextes historiques. Dans ses "Trois conceptions de la révolution russe" (août 1939), un travail d'une précision cristalline, il définit les trois principales argumentations sur le "caractère historique de la révolution russe et ses futurs processus de développement". Il y avait:

1) Les positions menchéviques: "La victoire de la révolution bourgeoise russe est uniquement concevable sous la direction de la bourgeoisie libérale et doit remettre le pouvoir entre les mains de celle-ci. Le régime démocratique va alors permettre au prolétariat russe de rattraper ses frères plus âgés d'Occident sur la voie de la lutte pour le socialisme avec des chances de succès incomparablement plus grandes qu'auparavant."

2) Les perspectives de Lénine: "La bourgeoisie retardataire de la Russie est incapable de parachever sa propre révolution. La victoire complète de la révolution au moyen de la 'dictature démocratique du prolétariat et de la paysannerie' purgera le pays des restes médiévaux, imprimera

Parti réformiste en déconfiture cherche à être reconnu par La Havane, Managua et Grenade: modifiera ses principes pour plaire à Ortega (FSLN), à Bishop (mouvement New Jewel) et à Castro (en bas)

Prendre contact avec Barnes (à droite)



Workers Vanguard



Perspective Mundial

au développement du capitalisme russe le rythme du capitalisme américain, renforcera le prolétariat des villes et des campagnes, et ouvrira de larges possibilités à la lutte pour le socialisme. D'autre part, la victoire de la Révolution russe donnera une impulsion puissante à la révolution socialiste de l'Occident, et cette dernière ne protégera pas seulement la Russie des dangers d'une restauration, mais permettra également au prolétariat russe de parvenir à la conquête du pouvoir dans un délai historique relativement court."

3) La révolution permanente: "La victoire complète de la révolution démocratique en Russie est inconcevable autrement que sous la forme d'une dictature du prolétariat appuyée sur la paysannerie. La dictature du prolétariat qui mettra inévitablement à l'ordre du jour, non seulement des tâches socialistes mais aussi des tâches démocratiques, va en même temps donner une puissante impulsion à la révolution socialiste internationale. Seule la victoire du prolétariat en Occident garantira la Russie d'une restauration bourgeoise et lui assurera la possibilité de mener à bonne fin l'édification socialiste."

En 1917, "Lénine, en lutte directe avec les plus anciens cadres de son parti, fut obligé de changer la perspective". La révolution d'Octobre fut le test historique, et elle confirma le pronostic de Trotsky. On cessa après 1917, de "débatte" du caractère de la révolution, parce que la question avait été résolue dans le processus de la révolution. Quand Lénine est apparu devant le soviet de Petrograd, quelques jours après l'insurrection, il annonça: "Nous allons procéder maintenant à la construction de l'ordre socialiste!"

Lénine se débarrassa en avril 1917 de sa théorie algébrique de "dictature démocratique". Ses "Lettres sur la tactique" [Oeuvres, tome 24] affirment: "Nous avons côte à côte, ensemble, simultanément, et la domination de la bourgeoisie (le gouvernement Lvov-Goutchkov) et la dictature démocratique révolutionnaire du prolétariat et de la paysannerie, qui cède de son plein gré en appendice de celle-ci (...)"

"Ce 'gouvernement-bis' a de lui-même cédé le pouvoir à la bourgeoisie, s'est de lui-même enchaîné au gouvernement bourgeois."

"La formule du camarade Kaménev, inspirée du 'vieux bolchévisme': 'La révolution démocratique bour-

geoise n'est pas terminée', tient-elle compte de la réalité?"

"Non cette formule a vieilli. Elle n'est plus bonne à rien. Elle est morte. C'est en vain que l'on tentera de la ressusciter (...)" Dans sa dernière lettre à Trotsky, citée dans *Ma Vie de Trotsky*, Adolph Loffé confirmait l'adhésion de Lénine à la révolution permanente: "Nous sommes, vous et moi, cher Lev Davidovitch, liés par des dizaines d'années de travail en commun, et, j'ose l'espérer, d'amitié personnelle. Cela me donne le droit de vous dire, en vous quittant, ce qui me semble erroné en vous. Je n'ai jamais douté de la justesse du chemin que vous avez tracé et vous savez que depuis plus de vingt ans, je marche avec vous, depuis les temps de 'la révolution permanente'. Mais j'ai toujours estimé que ce qui vous manquait, c'était l'intransigeance, l'opiniâtreté de Lénine qui fut toujours prêt à rester même seul dans le chemin qu'il croyait le bon, prévoyant qu'il obtiendrait plus tard une majorité (...) je vous ai répété plus d'une fois ce que j'avais entendu de mes propres oreilles: Lénine reconnaissait que même en 1905 ce n'était pas lui qui avait raison que c'était vous."

LA CHINE ET LA REVOLUTION PERMANENTE

Le développement en Russie de la bureaucratie stalinienne, ayant acquis une conscience contre-révolutionnaire codifiée dans le mot d'ordre de "socialisme dans un seul pays" et la stalinisation de l'Internationale communiste provoquèrent défaites après défaites pour le prolétariat mondial. En Chine, la politique de Staline ne fut pas l'ambiguë "dictature démocratique révolutionnaire", mais la théorie menchévik des "étapes". Il n'aurait pas pu en être autrement, car 1917 a résolu une fois pour toutes la question de savoir s'il peut y avoir une véritable solution démocratique autre que le pouvoir prolétarien. Dans *La révolution permanente* Trotsky l'avait résumé ainsi; "L'énorme importance historique de la formule de Lénine est d'avoir complètement épuisé, lors d'une nouvelle époque historique, la question du degré d'indépendance politique auquel les différents groupements de la petite-bourgeoisie, et avant tout la paysannerie, peuvent atteindre. Grâce à son

Suite page 8

Cuba et la théorie marxiste:

Lisez les documents de la Tendance révolutionnaire exclue du SWP en 1963

ainsi que :

- James P. Cannon: "Nous sommes le parti de la Révolution Russe!"
- Léon Trotsky: "La guerre des paysans en Chine et le prolétariat"
- Indochine: révolution déformée

(5F - port inclus 8F)

Le Bolchévik - B.P. 135-10 - 75463 Paris cédex 10

LIGUE TROTSKYSTE DE FRANCE
Section sympathisante de la Tendance socialiste internationale

Pour la révolution politique!
Les Etats ouvriers déformés et la théorie marxiste: (Chine, Cuba, Indochine...)

LE BOLCHEVIK - B.P. 135-10
75463 PARIS CEDEX 10

1983

SWP...

Suite de la page 7

ampleur, l'expérience bolchévique de 1905-1917 a fermé définitivement la porte à la "dictature démocratique". Ailleurs dans le livre, Trotsky cite Lénine: "... toute l'histoire de la révolution, et l'histoire de l'évolution politique tout au long du XIXe siècle nous enseignent que le paysan suit ou bien l'ouvrier, ou bien le bourgeois (...) L'économie de la société capitaliste est telle que la force dominante ne peut en être que le capital, ou bien le prolétariat qui le renverse" ("Comment on trompe le peuple avec les mots d'ordre de liberté et d'égalité", Oeuvres, tome 29).

La révolution permanente, confirmée d'une manière positive en 1917,

pas privé de raison, il tentera de répliquer:

"Mais Lénine a expliqué en 1918 que la dictature démocratique n'a trouvé sa véritable réalisation que dans la Révolution d'Octobre, qui a établi la dictature du prolétariat. Ne serait-il pas préférable que, nous aussi, nous conduisions dans ce sens le parti et la classe ouvrière?"

"En aucun cas! N'y pensez même pas! C'est de la r-r-révolution permanente! C'est du tr-r-rotskysme!"

L'attaque de Barnes contre les positions de Trotsky sur la Chine en 1928 est une déclaration fondamentale d'antitrotskysme. En 1928, l'Opposition de gauche a rédigé son *Projet de critique du programme du Comintern* qui établissait définitivement le fait que d'une opposition révolutionnaire à la dégénérescence stalinienne de l'Union soviétique le trot-

la lutte des masses palestiniennes contre l'oppression de classe et l'oppression nationale. Aussi loin que remontent nos souvenirs, le SWP et ses alliés du Secrétariat unifié ont acclamé quelque chose appelée la "révolution arabe" comme une grande lutte anti-impérialiste embrassant les ouvriers et les paysans arabes affreusement opprimés et leur dirigeants. N'a-t-il pas été jamais aussi clair qu'aujourd'hui que les cheiks du pétrole "antisionistes", les colonels nationalistes, etc., qui dirigent les Etats arabes ne sont pas des "alliés des Palestiniens", mais sont grotesquement asservis à l'impérialisme? La voie pour la libération des Palestiniens réside dans une lutte de classe unie, menée par les travailleurs arabes, ceux de langue hébraïque et les autres travailleurs du Proche-Orient contre le sionisme et contre tous les exploités arabes, et dans la création par le prolétariat d'une fédération socialiste du Proche-Orient.

cendres irradiées. C'est ainsi que le SWP conçoit la "défense de la révolution cubaine":

Mais la vraie question est: qu'est-ce que Barnes pense avoir à offrir aux PC d'Amérique centrale et de Cuba que quiconque pourrait désirer. Nous nous souvenons d'une mission diplomatique de Mikoyan à Cuba après la révolution de Castro, à un moment où à la fois la Russie et la Chine cherchaient l'allégeance de Cuba. Ce que Mikoyan dit aux Cubains fut en gros: "Regardez, nous pouvons vous pourvoir en toutes sortes de choses -- pétrole, céréales, machines-outils tchécoslovaques, armes les plus modernes, tout ce que vous voudrez. Et que pouvez-vous obtenir des Chinois? Seulement un approvisionnement illimité en plasma humain."

Bien, les Chinois avaient au moins quelque chose à offrir -- après tout ils avaient le pouvoir en Chine. Que possède Barnes? Maintenant si le SWP était une force dominante dans une fraction importante du parti démocrate, cela pourrait valoir quelque chose pour les PC de Cuba et d'Amérique centrale qui regardent avec inquiétude les canons braqués sur eux -- ils pourraient croire que l'influence du SWP dans les cercles bourgeois dirigeants pourrait atténuer la course vers une intervention américaine. Mais le seul atout que le SWP possède ce sont les droits d'auteur de quelques livres de Trotsky.

Il est improbable que Castro accorde quelque importance au discours de Barnes. Quelqu'un qui lui accordera certainement de l'importance, c'est Ernest Mandel, le porte-parole dirigeant des fraternels amis, pas si fraternels, du Secrétariat unifié européen. C'était l'exaspération dans le Secrétariat unifié quand le SWP a mis en pièces la section anglaise de Mandel; sur ces entrefaits, le SU a grenouillé parmi les minorités du SWP et ceux qui ont été exclus. Nous pouvons nous attendre, et particulièrement dans ce contexte, de la part de Mandel, à des pages savantes en défense du "trotskysme" contre le SWP.

Bien sûr le Secrétariat unifié a déjà montré également sa volonté de mettre au rebut la référence au "trotskysme" pour trouver des alliances qui valent davantage le coup. En 1976 Mandel, qui envisageait en France une manoeuvre avec le PSU social-démocrate, déclara: "Qu'importe les étiquettes. Si nous rencontrons sur le terrain politique des forces d'accord avec notre orientation stratégique et tactique, et que rebute- raient seulement la référence historique et l'appellation, nous nous en déferions dans les 24 heures" (*Politique-Hebdo*, 10-16 juin 1976)

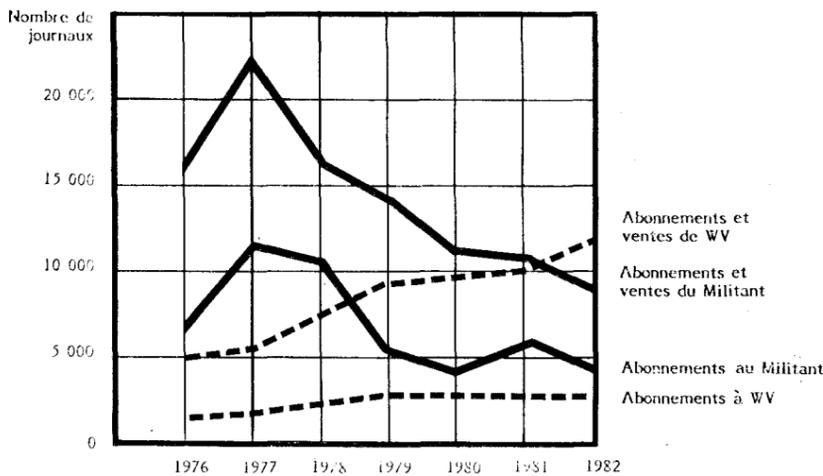
A quoi servent les étiquettes? Trotsky a déjà répondu simplement à cette question: "En politique, le 'nom' c'est le 'drapeau'" ("*Etiquettes' et 'numéros'*", Oeuvres, Tome 6).

Il est certain que depuis 20 ans le trotskysme a été aussi utile au SWP que des lunettes à un aveugle -- c'est-à-dire qu'il sert à quelque chose, mais pas ce à quoi il était destiné: la réalisation de la révolution prolétarienne. De plus, le rienement explicite des prétentions trotskystes de Barnes annonce de nouveaux sommets d'instabilité pour son parti. Pour notre part, nous accueillons le discours de Barnes comme un pas en avant vers la clarification dans la gauche américaine, allant dans le sens de résoudre les prétentions à se réclamer de la continuité trotskyste. Et nous espérons que parmi les vétérans du SWP, qui ont depuis longtemps dégénéré en véritables sociaux-démocrates, on en trouvera quelques-uns pour ne pas suivre Barnes quand il crache sur le militantisme révolutionnaire de leur jeunesse. Nous les pressons au contraire de rendre accessible leur expérience aux trotskystes actuels.

La tendance spartaciste internationale est née en tant que Tendance révolutionnaire du SWP; elle en fut exclue en 1963 pour avoir défendu l'authentique programme révolutionnaire de Trotsky. Cela est notre étiquette, et nous la portons fièrement, confiants en ses victoires décisives futures à travers la révolution prolétarienne internationale.

Traduit de Workers Vanguard n°321

La crise du «Militant»



Comparaison entre les ventes de *Workers Vanguard* de la Spartacist League/US et du *Militant* du Socialist Workers Party.

Le SWP est environ quatre fois plus grand que la SL. Les ventes du bimensuel de la SL dépassent maintenant celles de l'hebdomadaire du SWP. Au contraire des réformistes comme ceux du SWP, pour les léninistes, la presse, cet "organisateur collectif", est un moyen sûr de mesurer l'efficacité d'une organisation.

l'a été d'une manière négative par la défaite du prolétariat chinois aux mains de son "allié" bourgeois du Kuomintang. Le débat sur la Chine tournait simplement autour de s'il fallait ou non subordonner les ouvriers et les paysans chinois à la bourgeoisie indigène, un débat dans lequel Barnes dit que Trotsky "a tordu le bâton à gauche". Depuis 1924 et jusqu'à nos jours, dans le débat sur la Chine, le débat sur la "révolution permanente" entre stalinisme (menchévisme) et trotskysme (bolchévisme) a été la lutte entre les défenseurs de "l'alliance avec la bourgeoisie" ("antifasciste", "antiféodale", "anti-impérialiste" bien sûr) et ceux qui luttèrent pour la mobilisation indépendante du prolétariat, l'avant-garde de tous les exploités et de tous les opprimés, contre toutes les ailes de l'ennemi de classe.

Dans *La révolution permanente*, Trotsky imagine une discussion entre un communiste d'Orient et un défenseur du Comintern de Staline sur la question de savoir ce qu'est la "dictature démocratique". "Mais dites-nous, s'il vous plaît, sous quel aspect ce mot d'ordre s'est-il présenté en réalité? Comment s'est-il réalisé chez vous?"

"Chez nous, il s'est réalisé sous la forme du régime de Kerensky à l'époque du double pouvoir.

"Pouvons-nous dire à nos ouvriers que le mot d'ordre de la dictature démocratique se présentera chez nous sous la forme du régime de Kerensky?"

"Que dites-vous là? Jamais de la vie! Aucun ouvrier n'obéira à ce mot d'ordre: le régime de Kerensky, c'est s'avilir devant la bourgeoisie et trahir les travailleurs.

"Mais que devons-nous dire alors? demande avec tristesse le communiste d'Orient.

"Vous devez dire -- lui répond impatiemment quelque Kuusinen [stalinien] de service -- que la dictature démocratique est exactement ce qu'était pour Lénine la république démocratique à venir."

"Si le communiste d'Orient n'est

skysme devenait une tendance politique internationale. Ce fut sur la question de la Chine que Trotsky, pour la première fois, présente la théorie de la révolution permanente, non comme étant particulière aux conditions de la Russie, mais d'une manière générale applicable à l'ensemble des pays coloniaux. En rejetant Trotsky comme une espèce d'ultra-gauche sur la Chine, Barnes attaque donc de fait le programme de Trotsky pour tous les pays sous le joug de l'impérialisme.

Le refus des dirigeants réformistes de la classe ouvrière de rompre avec la bourgeoisie et de lutter pour le pouvoir d'Etat prolétarien a conduit à des défaites sanglantes, de l'Espagne au Chili et à l'Indonésie. Moins fréquemment, dans certaines conditions (principalement en l'absence d'une classe ouvrière organisée se battant pour le pouvoir sur son propre programme), des mouvements de guérilla paysanne dirigés par des petits-bourgeois ou des staliens, sont parvenus au pouvoir dans des pays tels que la Chine, Cuba, le Vietnam. Le résultat en a été la formation de nouveaux Etats ouvriers bureaucratisés sur un programme national-stalinien, c'est-à-dire une politique contre-révolutionnaire au-delà de ses propres frontières, réduisant de cette façon au minimum le changement des rapports de forces au niveau mondial. De plus, ces révolutions sociales déformées sont par elles-mêmes une confirmation partielle de la théorie de la révolution permanente, par le fait que leurs directions furent contraintes -- en opposition à leur programme initial -- d'aller jusqu'à l'expropriation de la bourgeoisie et l'adoption d'une forme socialisée de propriété établie pour la première fois par la victoire de la révolution d'Octobre, seule voie pour réaliser une véritable libération nationale et accomplir les tâches démocratiques bourgeois classiques telle que la réforme agraire.

L'applicabilité de la révolution permanente aux luttes actuelles n'a jamais été aussi pressante ou aussi évidente. Prenez, par exemple,

FIDEL CASTRO OU LE JUGE GRIESA?

Quelle que soit la satisfaction émotionnelle que Barnes se procure en se gaussant de ceux qui "lisent les documents du Comintern avec les yeux de la révolution permanente", le fait de dénoncer Trotsky ne donnera pas pour autant droit de franchise au SWP auprès des sandinistes ou des castristes. L'aspiration ardente du SWP à la "respectabilité" réformiste entrera nécessairement en conflit avec sa passion pour Castro quand la pression se fera trop forte -- Fidel Castro ou le juge Griesa [Juge dans le procès du SWP contre le FBI. Voir "Le procès du réformisme", le *Bolchévik*, n°28, octobre 1981]? Une première indication de la fibre déjà pourrie du SWP fut, il y a près de 20 ans, la réponse du parti à l'assassinat de John F. Kennedy, l'ennemi mortel de la révolution cubaine, le responsable de l'invasion de la baie des Cochons, celui dont les copains de la CIA ont à plusieurs reprises attenté à la vie de Castro. Quand Kennedy fut tué, soi-disant par Lee Harvey Oswald, identifié publiquement comme un membre du comité "Fair play pour Cuba" du SWP, le SWP écrivit: "Nous adressons toute notre sympathie à Madame Kennedy et à ses enfants dans la douleur qui les affecte (...) Le terrorisme politique, autant que la suppression des libertés politiques, viole les droits démocratiques de tous les Américains (...)" (*The Militant*, 2 décembre 1963). Dans le même numéro du *Militant*, le SWP donnait son approbation à une déclaration d'Earl Warren, ministre de la justice, en ajoutant le titre suivant, "Au moment de la crise, il y a eu des voix de bon sens". Il est à son honneur que Castro n'ait pas envoyé de condoléances. En fait, il saisit l'occasion pour rappeler au monde entier que le chef de l'impérialisme américain avait agi dans "un esprit d'agression et d'hostilité" envers Cuba.

Lors du vingtième anniversaire de la révolution cubaine, Barnes a montré sa forme de castrisme bien particulière. "La direction castriste commença sa lutte, non en prenant les armes, mais en faisant quelque chose dont nous avons été les émules 20 ans plus tard -- ils intentèrent un procès au gouvernement. Quand Batista fit son coup d'Etat en 1952, Fidel alla devant les tribunaux (...)"

Ou bien prenez la question de la course aux armements, qui n'est pas une petite affaire dans une période de bellicisme antisoviétique virulent. En 1977 Joe Hansen fustigeait les Russes: "Il est clair qu'il faut reprocher à Brejnev de n'avoir pas pris l'initiative du désarmement". Dans un discours donné en 1980 sur l'Afghanistan, Barnes suggéra que Brejnev "aille à la télévision annoncer que l'URSS est en train de détruire une partie importante de son arsenal nucléaire et proposer à Washington un plan pour détruire le reste." Si le Kremlin avait prêté oreille aux conseils du SWP de désarmement unilatéral de la Russie, nul doute que Cuba aurait déjà été écrasé ou bien réduit à un tas de

Le coq...

Suite de la page 2

Hans Jochen Vogel, nouveau chef du parti, parlait "du profond désir de paix des Allemands, citant des extraits de lettres de soldats sur le front russe pendant la dernière guerre, maudissant ceux qui les avaient envoyés dans cet enfer." En tant que révolutionnaires trotskystes, nous étions défaitistes révolutionnaires dans la guerre interimpérialiste entre les Alliés et l'Axe (et pour la défense de l'Union soviétique), et par conséquent nous nous opposons résolument au chauvinisme hérité de la Deuxième Guerre mondiale. Cependant, ce baratin obscur de la part de ces politiciens bourgeois nationalistes cyniques, que ne les a-t-il étouffés pour de bon.

La remise à l'honneur du traité de coopération franco-allemand de 1963 a donné à Mitterrand l'occasion d'une prestation qui devrait lui valoir un oscar. Les accents historiques des précédents entretiens franco-allemands entre de Gaulle et Adenauer n'ont certainement pas été perdus pour les démocrates-chrétiens d'aujourd'hui. De Gaulle fut en fait un des premiers à poser la question qui obsède maintenant de larges fractions de la bourgeoisie européenne: "Les USA vont-ils risquer Chicago pour sauver Bonn?" (bien qu'aujourd'hui la question soit posée plus précisément en termes de "Les USA vont-ils sacrifier Bonn pour sauver Chicago?") Sauver Bonn de quoi? De la "menace rouge" bien sûr, et le traité de coopération de de Gaulle (assorti de références à l'empire de Charlemagne comme ancêtre du plan qu'il avait en tête) était destiné à constituer un rempart contre l'Union soviétique moins dépendant des Américains en Europe de l'Ouest. Il est resté lettre morte comme la Communauté européenne de défense (CED), car aucun des pays en question n'avait la capacité économique ou militaire d'usurper le rôle de la puissance impérialiste alors hégémonique, les USA.

Le scénario des rencontres Kohl-Mitterrand de la semaine dernière cherchait à se rapprocher le plus possible de l'original. En 1962 Adenauer était venu en France pour la première fois comme invité officiel de l'Etat français; sa visite fut couronnée par un "Te Deum" à la cathédrale de Reims ainsi que par une revue militaire de troupes françaises et allemandes à Mourmelon, encore plus symbolique. La même année, quand de Gaulle visita l'Allemagne, il s'adressa en allemand à des foules importantes ("Sie sind ein grosses Volk") et parla aux officiers de l'académie militaire de Hambourg. Il alla jusqu'à suggérer que la France puisse envisager dans l'avenir une collaboration avec l'Allemagne pour la production d'armes nucléaires.

Cette année, le concert aux Invalides en l'honneur du chancelier Kohl comprenait la "Suite française" de Rameau et le "Requiem allemand" de Brahms. André Fontaine remarque, attendri, qu'"on avait convié, entre autres, les élèves d'une école franco-allemande. A les entendre parler, sans le moindre accent, l'une et l'autre langues, il était impossible de dire leur nationalité." Revenant au problème, il pousse un soupir de soulagement en entendant le discours de Kohl à l'Hôtel de la monnaie (là où fut signé le traité de 1963): "Nous ne chercherons pas un accord avec l'URSS qui serait au détriment de nos amis les Américains et les Français." Et dans son discours devant le Bundestag le 20 janvier, Mitterrand insista sur la coopération militaire entre la France et l'Allemagne; car sinon, badine Fontaine, "ce Requiem-là ne serait pas seulement allemand. Il serait celui de l'Europe, et donc, à plus ou moins long terme, celui de la France" (le Monde, 26 janvier).

Quand la France commence à parler de faire les premiers pas vers une "défense européenne", cela soulève nécessairement la question de la forme de "souveraineté limitée" de l'Allemagne, à savoir son droit légal d'avoir la bombe. Les propositions de Mitterrand sont accompagnées

d'un véritable tir de barrage d'articles de la presse libérale chantant les vertus de la culture et de la civilisation allemandes -- un sujet pas très courant dans la presse française! Mitterrand semble inspiré par la même logique que "l'un des principaux dirigeants sociaux-démocrates allemands et chef de file du courant 'pacifiste' dans son parti", qui déclarait le 21 janvier dans une interview à Libération: "Quelle différence y a-t-il pour nous entre le neutralisme et l'indépendance?" La théorie de Mitterrand semble être quelque chose comme: les pacifistes allemands, puisqu'ils sont au fond des nationalistes allemands, pourraient exprimer leur "indépendance" et leur nationalisme d'une façon plus "positive" (lire antisoviétique), s'ils avaient un autre choix que celui du "neutralisme", à savoir le réarmement allemand. Le message fondamental de Mitterrand aux démocrates-chrétiens allemands était tout simplement: "Je vous ai compris!"

Ce qui est derrière ça, c'est que Mitterrand a décidé de jeter tout son poids dans le débat tactique qui fait rage dans la bourgeoisie allemande. Alors que Reagan fait des plans pour gagner une guerre nucléaire contre la Russie, les industriels et politiciens allemands, plus clairvoyants, et parmi eux ceux du parti ouvrier bourgeois, le SPD, font des plans pour racheter la Prusse et la Saxe (l'Allemagne de l'Est) et prendre une option sur les Etats-clients traditionnels de l'Allemagne en Europe de l'Est. Le symbole économique de l'Ostpolitik ouest-allemande est le contrat de plusieurs milliards de dollars du gazoduc euro-sibérien que Reagan a sans succès essayé de faire capoter (Cf. le Bolchévik n° 36, décembre 1982). Avec une récession sévère et prolongée à l'intérieur et le développement de tendances protectionnistes à travers le monde capitaliste, l'impulsion derrière le Drang nach Osten (poussée vers l'Est) de l'ex-chancelier Schmidt est bien réelle. Mitterrand entre dans la mêlée du côté de ceux, comme Reagan et Kohl, pour qui la détente est un renoncement à la défense de la "civilisation occidentale". Pour comprendre les motivations de Mitterrand, il est peut-être utile de considérer que vis-à-vis de son rival impérialiste historique, l'Allemagne, les intérêts de la France seraient peut-être mieux assurés avec une Allemagne de l'Ouest limitée à ses frontières actuelles, armée mais économiquement paralysée par la crise économique mondiale, qu'avec une Allemagne capitaliste réunifiée (qui aurait la capacité de se réarmer de toute façon dès qu'elle serait prête à en subir les conséquences politiques) s'étendant des ports polonais de la Baltique jusqu'aux Balkans.

Pour assurer son élection, Kohl, repris par Mitterrand, agite l'épouvantail de l'"hégémonisme" soviétique: "Mais les Allemands, selon M. Kohl, doivent savoir que le neutralisme est le premier pas vers la soumission à l'hégémonie soviétique" (le Monde, 15 janvier). Le seul endroit où ce phantasme puisse acquérir quelque réalité, c'est dans les rêves agités d'un bureaucrate stalinien. Essayer d'appliquer la "théorie des dominos" aux puissants Etats capitalistes d'Europe de l'Ouest est absurde. Et les tentatives de Mitterrand pour jouer au parrain mafioso dans les élections allemandes peuvent bien avoir un certain effet sur les résultats du vote et pourraient même aider à ramener les "neutralistes pacifistes" dans le giron de l'OTAN; mais elles n'assureront pas à la France le rôle dominant auquel elle aspire dans un axe antisoviétique Paris-Bonn. Dans un récent dossier sur la France, Business Week (10 janvier) mettait le doigt sur le problème: "Mais les Allemands doutent que Mitterrand soit même capable de jouer en Europe le rôle dirigeant qui était celui de de Gaulle. Il n'est pas à la hauteur", dit Robert Picht, directeur de l'Institut franco-allemand de Ludwigsburg. "La France est simplement trop faible économiquement." Et comme le notait Jean-Yves Le Grian, rapporteur socialiste du budget de la défense à la commission des finances, dans une récente interview (Libération, 23 janvier), la condition d'une

"coopération" militaire franco-allemande est que l'Allemagne "contribuerait à financer" le parapluie nucléaire français, autrement dit que ce soit l'Allemagne qui paie pour ça.

"La France est-elle prête à jouer Paris pour Hambourg?" Ne soyons pas ridicules.

La puissance économique de l'Allemagne de l'Ouest et de l'Allemagne de l'Est est telle qu'une réunification révolutionnaire marquera la fin de la division de l'Europe d'après-guerre et la fin de la polarisation entre le stalinisme russe et l'impérialisme américain. Une révolution prolétarienne en Allemagne de l'Ouest serait l'étincelle de la révolution politique en Allemagne de l'Est et pourrait bien déboucher également sur la révolution politique en URSS, ainsi que sur le renversement du capitalisme dans le reste de l'Europe de l'Ouest. Bien plus qu'en France, en Grande-Bretagne ou en Italie par exemple, la classe ouvrière d'Allemagne de l'Ouest a le pouvoir de déterminer le futur de la planète. La réunification révolutionnaire de l'Allemagne, voilà la perspective pour le prolétariat allemand et l'alternative aux aspirations pacifistes en la détente qui sont aujourd'hui largement répandues dans la population allemande.

GENEVE OU LES ILLUSIONS CRIMINELLES DANS LA "DETENTE"

Le PCF a honteusement avalé tous ces actes antisoviétiques hautement provocateurs de Mitterrand. Bien que le PCF n'ait pas formellement soutenu la force de frappe avant 1973, il est qualitativement passé du côté de sa propre bourgeoisie depuis 1935, quand il s'est prononcé (avec Staline) en faveur de la "défense nationale" de la France. Le voyage de Mitterrand à Bonn était destiné à contrebalancer l'impact de celui du ministre des affaires étrangères soviétique, Gromyko, plusieurs jours avant, mais son discours devant le Bundestag a recueilli l'approbation, non seulement de Chirac et Le Pen mais aussi de Marchais.

Pendant ce temps les bureaucrates staliniens font leur propre campagne pour influencer les élections allemandes, en renforçant des illusions criminelles comme quoi le "neutralisme" nationaliste rouge-noir-et-or va réduire le risque de guerre. Une partie de leur campagne consiste à traiter à leur table des politiciens du SPD à Bonn et à Moscou; une autre est la campagne du Parti communiste allemand pour la réélection du SPD. Andropov s'attire même les félicitations d'idéologues bourgeois pour la modération raisonnable de sa pléthore de propositions pour des négociations sur les armements. Mais sur les Pershing et les missiles de croisière il n'y a rien à négocier. Leur installation -- à seulement six minutes de vol de l'Union soviétique, forçant ainsi pratiquement le Kremlin à une position de "tir sur alerte" -- met gravement en danger l'avenir de l'humanité.

Les bureaucrates staliniens se comportent comme s'ils étaient un peu enivrés par le succès, à la perspective de séparer l'Europe de l'Ouest des Etats-Unis. Aucune illusion ne saurait être plus dangereuse. Les dirigeants de la Russie pensent de plus en plus qu'ils n'arriveront à rien avec les déments qui dirigent actuellement la Maison Blanche et le Pentagone et que leur

seul espoir consiste à séparer leurs alliés européens des fauteurs de guerre américains. D'où la levée de boucliers des impérialistes européens, et en particulier des Français, à propos du complot insidieux visant à "découpler" les alliés occidentaux. On a même dit que la coopération franco-allemande en matière stratégique pourrait trouver grâce aux yeux de Moscou, à condition qu'elle soit le premier pas vers une indépendance militaire de l'Europe et non vers la création d'un "deuxième pilier" de l'OTAN.

Mais parier sur un bloc pacifique et "anti-américain" en Europe de l'Ouest, c'est ignorer les conflits d'intérêts des diverses bourgeoisies nationales. Même un examen superficiel des capitaux européennes montre à quel point l'idée qu'ont les bureaucrates est un rêve utopique. En Grande-Bretagne, Margaret Thatcher est une fanatique antisoviétique de l'acabit de Reagan. Elle gouverne heureusement un Etat capitaliste tellement décrépit qu'il n'est plus une puissance de premier ni même de deuxième rang. Comme chevalier de guerre froide anticommuniste, Mitterrand est une Thatcher en habit de social-démocrate.

L'Allemagne de l'Ouest correspond, au moins superficiellement, à la dichotomie des staliniens entre une Europe éprise de détente et une Amérique militariste. Des millions d'Allemands sont à juste titre morts de peur avec les provocations antisoviétiques de Reagan, alors que l'opposition social-démocrate veut maintenir la politique d'Entspannung (diminution des tensions). Cependant l'Ostpolitik de Bonn dans l'après-70 représente une stratégie à long terme pour pénétrer et miner économiquement l'Europe de l'Est, tout en encourageant les courants nationalistes et libéraux pour faire se désintégrer le bloc soviétique. La social-démocratie allemande soutient ainsi les buts de Solidarnosc, et a en fait aidé Walesa et Cie financièrement, via la fédération syndicale DGB; seuls Schmidt et Brandt pensaient que les têtes brûlées polonaises poussaient les choses trop loin trop vite. Derrière la "ligne modérée" actuelle du SPD envers le bloc soviétique il y a un dangereux impérialisme revanchard.

On ne peut pas défendre les acquis de la révolution d'Octobre, ni arrêter les impérialistes en route vers l'holocauste nucléaire, en restaurant "le système traditionnel des Etats européens" -- une version détente du Congrès de Vienne -- indépendant des Etats-Unis. Et l'Europe de l'Ouest continuera à être au milieu de la menace d'holocauste nucléaire jusqu'à ce que les impérialistes soient balayés par la révolution prolétarienne, ou qu'ils détruisent le monde dans une orgie de champignons atomiques. Seuls des Etats-Unis socialistes d'Europe, réalisés à travers la révolution socialiste à l'Ouest capitaliste et la révolution politique prolétarienne à l'Est, peuvent sauver l'humanité de cette catastrophe menaçante.

● A bas l'OTAN et la force de frappe! L'ennemi principal est dans notre propre pays!

● Pour la réunification révolutionnaire de l'Allemagne -- révolution socialiste à l'Ouest, révolution politique à l'Est!

● Pas d'illusions dans la détente!

● Pour les Etats-Unis socialistes d'Europe! ■

Bimensuel
de la Spartacist
League/US

Spartacist
Publishing Co.,
Box 1377 GPO,
New York
NY 10116

\$20 airmail
\$5 seairmail

le Bolchévik
B.P. 135.10
75463 Paris
cédex 10

24 numéros
150 F par an
40 F par mer

WORKERS VANGUARD



« L'antisoviétisme: stratégie de Mitterrand en Afrique »

"Je voudrais partir du point optimiste du camarade sur le fait que les troupes sud-africaines ne sont pas invincibles et qu'elles risquent même d'être repoussées par exemple hors de la Namibie. La question c'est qu'il n'est pas le seul à penser ça, et les impérialistes le pensent aussi, notamment l'impérialisme français et ceux du 'groupe de contact' qui ont des intérêts extrêmement importants aujourd'hui en Namibie, et y compris Reagan qui s'attend à une indépendance de la Namibie. La question c'est que de dire cela, ça ne suffit pas. Parce que l'impérialisme a d'autres ressources que par exemple juste l'intervention militaire directe. Et justement la solution négociée qui est présentée aujourd'hui en Namibie. Les fameuses forces d'interposition qui devraient être liées au départ des troupes cubaines mises en place entre la frontière de l'Afrique du Sud et de la Namibie. Evidemment cette question-là, ce ne serait pas l'autonomie ou l'indépendance pour la Namibie, parce que l'on sait très bien que les troupes impérialistes qui seraient mises en place aujourd'hui, et que vous appelez parce que c'est la logique de votre politique de faire pression aujourd'hui sur les impérialistes, en contrepartie du départ des troupes cubaines ne réglerait évidemment pas la question parce que les troupes sud-africaines pourraient toujours, à tout moment, intervenir en Namibie et contre l'Angola. Il est intéress-

sant de voir que, par exemple, le mouvement anti-apartheid qui est en solidarité politique avec l'ANC et l'AFASPA, a distribué une pétition pour demander justement des sanctions au gouvernement impérialiste français contre l'Afrique du Sud. C'est-à-dire, autrement dit, de faire pression pour que l'Afrique du Sud retire ses troupes et qu'il y ait des troupes françaises qui s'interposent, c'est cela qu'il y a derrière. Parce que je voudrais citer (...) Jean-Pierre Cot dont

Intervention d'un militant de la LTF au débat anti-apartheid

il a été question, le Jean-Pierre Cot dont il était dit au fond dans la pétition -- la lettre pétition -- qu'il fallait le soutenir dans le gouvernement. Il est dit explicitement dans le papier qu'il faut soutenir les membres du gouvernement qui s'opposent à la livraison de la centrale nucléaire. Quel est le fond de la question, et je cite la déclaration de Cot: 'Tant qu'il y aura des troupes cubaines en Angola et des troupes libyennes au Tchad et que les Russes et les Américains vendront des armes sophistiquées aux pays africains, il sera difficile de répondre aux demandes formulées par nos amis qui craignent pour leur sécurité.' C'est ça qu'il y a dans la tête des membres soi-disant progressistes du gouvernement français: 'Les

troupes cubaines! Comment trouver un moyen pour les faire partir d'Afrique?' Reagan a le fameux 'lien', c'est ce que l'on appelle le *linkage*, c'est-à-dire il faut que les troupes cubaines se retirent et les troupes sud-africaines pourront se retirer à ce moment-là de Namibie; c'est ça la stratégie aujourd'hui de Reagan en Afrique australe. La stratégie de l'impérialisme français est exactement la même. Aujourd'hui, il faut demander au MPLA et à l'Angola une garantie de calendrier du retrait des troupes cubaines. Quoi mettre à la place? Les troupes françaises dont on a vu par exemple au Liban à quoi elles ont servi. Il y a un lien effectivement aujourd'hui, il y a un lien que vous ne faites pas, c'est que Mitterrand a une stratégie antisoviétique et de défense de ses intérêts aujourd'hui en Afrique, et que sa politique sur l'Angola est déterminée par cela. Bien, au fond quelle est la politique aujourd'hui de l'impérialisme français, et cela en solidarité avec Washington. (...) Reagan en un sens a la même stratégie, c'est-à-dire faire un bloc antisoviétique après, avec le départ des troupes cubaines de ces différents pays au moins le Zimbabwe, l'Angola et l'Afrique du Sud. Et c'est cela au fond qui est le même projet aujourd'hui de l'impérialisme français, c'est-à-dire créer un OTAN. C'est intéressant ce que tu as dit par exemple sur cette espèce d'association des pays avec laquelle maintenant l'impérialisme français consent à discuter etc. Ce que vise aujourd'hui l'impérialisme avec le départ des troupes cubaines, c'est créer au fond une espèce d'OTASE, une espèce d'OTAN de l'Afrique australe, et c'est cela la politique de Mitterrand. Et je voudrais dire que, dans cette salle, tout tourne autour de la politique, de l'attitude à avoir par rapport au gouvernement Mitterrand; il y a deux lignes au fond. Votre ligne, c'est de faire pression sur un impérialisme particulièrement charognard dont vous ne changerez pas la nature et qui cherche à sauver les meubles, notamment ses intérêts en Namibie, et qui veut éviter une défaite et une déroute militaire justement de l'Afrique du Sud, qui est possible, qui n'est pas à exclure. Et d'autre part une ligne de mobilisation indépendante de la classe ouvrière, et quand (...) nous parlons de boycott, nous parlons de boycott centré sur la classe ouvrière. Pas de demander à Mitterrand, mais de demander aux ouvriers de boycotter, notamment de boycotter les armes (...)"

indépendants de l'Etat utilisant leur puissance économique pour briser le système d'apartheid dans tous ses aspects. Quant à l'AFL-CIO, on se rend compte de l'énormité du mensonge quand on sait que les bureaucraties syndicales américaines ont refusé de participer au boycott de l'Afrique du Sud appelé par les confédérations syndicales internationales en janvier 1977! En réalité tous les bureaucrates syndicaux, y compris ceux de la CGT et de la CFDT, n'ont que de belles paroles en ce qui concerne la solidarité avec les ouvriers noirs d'Afrique du Sud. Le programme utopique de sanctions leur permet de rejeter toute responsabilité sur le patronat et le gouvernement et de le repousser jusqu'à un lointain avenir. C'est pourquoi ce sont des militants trotskystes qui se sont battus dans le syndicat des dockers en Californie pour un boycottage des navires sud-africains au moment de Soweto, et c'est pourquoi la direction du syndicat, pourtant proche du Parti communiste américain, a saboté l'application de la décision du syndicat sur cette question; elle comprenait bien que de telles actions impliquaient une confrontation avec les employeurs.

Enfin, comble de démagogie écoeurante, M. Kukerman a déclaré: "Je trouve que c'est un peu méprisant pour les travailleurs sud-africains. Ceux qui imposent les syndicats dans les usines, ce sont les travailleurs et actuellement ils ont obtenu des victoires comme jamais on n'en a obtenu depuis 70 ans (...). Les travailleurs sud-africains réclament qu'il y ait des sanctions contre l'Afrique du Sud (...). En conséquence il me semble que le devoir de classe des travailleurs français n'est pas de faire des choses qui vont à l'encontre des travailleurs sud-africains."

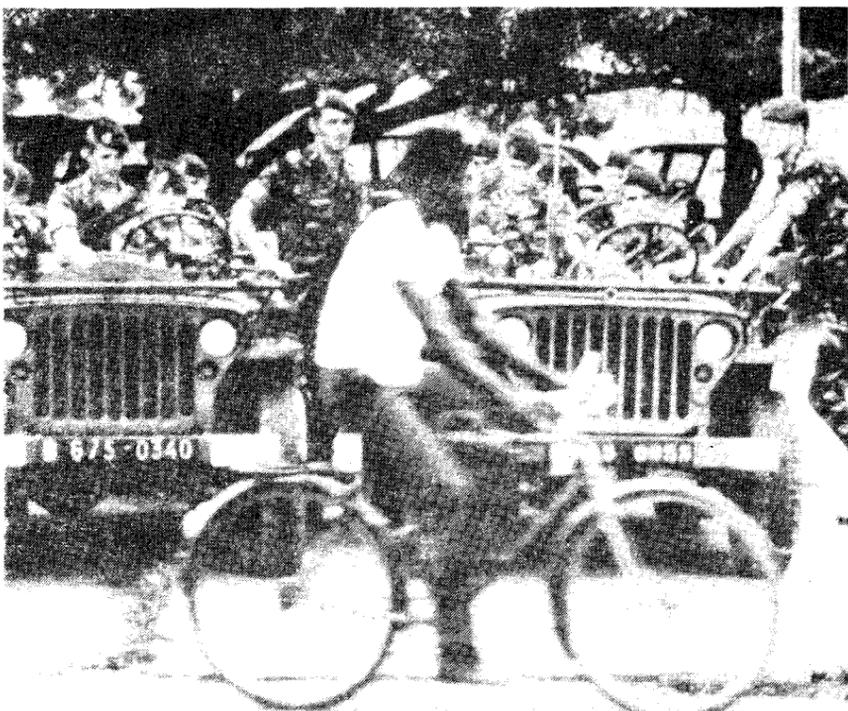
Une perspective prolétarienne est tellement étrangère à Kukerman qu'il ne trouva pas mieux comme objection à notre appel pour un boycottage ouvrier des armes pour Pretoria que Giscard n'a jamais honoré des boycottages d'armes. Avant de parler de "devoir de classe", il faut savoir de quelle classe il s'agit!

Quand Kukerman prétend que l'affaire est essentiellement réglée et que la LTF a "20 ans de retard par rapport aux positions de l'ANC", il ne fait que montrer son profond mépris pour les luttes qui ébranlent l'Afrique du Sud. Actuellement le pouvoir raciste licencie en masse, renvoie des milliers d'ouvriers à l'enfer des bantoustans, torture et tue les organisateurs des syndicats pour essayer de briser le mouvement pour établir des syndicats noirs.

Et pourquoi? Parce que Pretoria a peur que des concessions à la poignée de syndicats noirs existants n'ouvrent les portes à une puissante poussée de luttes sociales de la part du prolétariat noir. Parce que c'est le pouvoir de ce prolétariat qui peut enterrer l'apartheid une fois pour toutes. Les grèves de masse de Durban en 1973 marquaient la première victoire pour les masses noires depuis 20 ans. Ces actions de masse ne pouvaient pas être noyées dans le sang, à l'encontre des révoltes étudiantes de Soweto trois ans plus tard. La classe dirigeante blanche a surtout peur d'un nouveau Durban, cette fois plus organisé et plus politique.

FRONT-POPULISME ET ANTISOVIÉTISME

Evidemment la question de l'URSS a été une composante importante du débat. La LTF est intervenue pour démasquer la nature antisoviétique et contre-révolutionnaire de la "solution politique" de Mitterrand pour la Namibie; et il est intéressant de souligner qu'une partie au moins de l'assistance sympathisait avec notre dénonciation de l'axe Washington-Paris-Pretoria et avec notre soutien militaire aux troupes cubaines en Angola (voir encadré dans cette page). Nous prenons le côté des Russes et des Cubains en Angola pas simplement parce qu'ils défendent l'indépendance angolaise contre l'impérialisme sud-africain, mais parce que ce qui est en jeu là-bas fait



L'armée de Mitterrand dans l'ancien fief de Bigeard en Centre-Afrique: 1 300 paras défendent les intérêts de l'impérialisme français

A bas l'apartheid ...

Suite de la page 12

le 10 mai 1981... par un important secteur bancaire nationalisé! En effet, l'extraction des profits par le capital financier n'est nullement entravée par sa centralisation en l'Etat bourgeois."

Et l'intérêt affiché de l'AFASPA pour l'image de la France rejoint les plaidoyers du PCF pour une "bonne coopération" néocoloniale et surtout sa campagne "Produisons français". Les sociaux-chauvins du PCF/MAA/AFASPA pensent que le capital français sera mieux employé en

exploitant les travailleurs français! Mais "France d'abord" se traduit en soutien à l'impérialisme français, comme en témoignent le refus du PCF de lutter contre les massacres coloniaux du front populaire de 1945-47 et son refus de lutter pour la défaite militaire de l'impérialisme français pendant la guerre d'Algérie.

LES SYNDICATS NOIRS EN AFRIQUE DU SUD: LA CLEF

Mais le tir de barrage des réformistes contre nos positions révolutionnaires se concentra, et pour cause, sur notre mot d'ordre pour l'action ouvrière pour aider à la syndicalisation des ouvriers noirs des filiales françaises en Afrique du Sud. Pas moins de trois attaques de la part du représentant de l'AFASPA, chacune plus

grossière que l'autre. D'abord, d'après lui, la LTF reprenait l'argumentation de l'exploiteur "libéral" Oppenheimer, selon laquelle "il faut qu'il y ait des syndicats noirs dans les entreprises et donc il ne faut pas boycotter l'Afrique du Sud". Puis, toujours d'après ce fin spécialiste en manoeuvres pourries, "on nous rebalance ici les positions de l'AFL-CIO, qui n'est pas une organisation particulièrement à la pointe du combat contre l'impérialisme, et les positions de Force ouvrière (...)"

Tout ça pue l'amalgame stalinien à plein nez. Oppenheimer, magnat du diamant, est "pour" les syndicats -- régimentés par l'Etat raciste -- et excluant les ouvriers immigrés mozambicains et autres qu'il emploie dans ses mines! Rien à voir avec notre mot d'ordre pour des syndicats

partie de la guerre mondiale entre deux systèmes sociaux incompatibles: l'impérialisme et les bases matérielles pour l'avenir socialiste qui sont la base sociale de l'Etat ouvrier dégénéré soviétique. Tout en refusant un soutien politique aux bureaucraties de Castro et Brejnev (qui devront être renversées par la révolution politique prolétarienne), les trotskystes défendent inconditionnellement Cuba et l'URSS contre les tentatives impérialistes de restauration capitaliste.

Mais le représentant de l'AFASPA est vite revenu à l'attaque pour rappeler l'assistance aux devoirs (antisoviétiques) du front-populisme: "(...) *Encore une fois, derrière l'argumentation pseudo-révolutionnaire vous avancez l'argument de Reagan, parce que, qui parle de bloc antisoviétique aujourd'hui en Afrique? (...) Je crois que l'essentiel, ce n'est pas de diviser sur une analyse stratégique mondiale, c'est d'unir. C'est d'unir contre l'ennemi, et l'ennemi ce sont les racistes sud-africains.*"

Il était très significatif que le porte-parole de la soi-disant Association française pour l'amitié et la solidarité avec les peuples de l'Afrique n'ait pas dit un seul mot ce jour-là, sur les troupes françaises en Afrique. Les paras en Centre-Afrique représentent le véritable visage sanglant de l'impérialisme français qu'il cherchait à maquiller. Même le très bourgeois journal *Jeune Afrique* (15 décembre 1982) était capable de souligner le manque de "changement" dans la politique miterrandiste en Afrique: "*Les effectifs de l'armée française susceptibles d'opérer sur le théâtre africain, bien loin de diminuer, se sont accrus depuis le 10 mai 1981 (...). Une augmentation significative alors que les effectifs globaux de l'armée française ont stagné en 1982 (...). Dans son double aspect continu (la coopération militaire) et discontinu (les interventions), l'armée d'Afrique de François Mitterrand reste la même que celle de Giscard.*"

Ne pas reconnaître que Washington cherche une confrontation sanglante avec l'URSS par forces interposées, comme nier que l'antisoviétisme est primordial pour la diplomatie miterrandiste en Afrique, est une nécessité pour ces partisans de la solution politique de front populaire en Afrique australe. Sous la couverture d'"unité" avec Mitterrand, soi-disant opposé à l'apartheid, ils camouflent la convergence de but entre Washington, Paris et Pretoria: comment renforcer le contrôle impérialiste sur la région et expulser les Cubains.

En fait, dans une intervention démagogique sur le lourd prix payé par les héroïques troupes cubaines en Angola, Kukerman laissait entendre qu'il y avait un autre moyen d'arrêter les agressions sud-africaines en Angola, qui permettrait que les Cubains rentrent chez eux. Ce n'était rien d'autre qu'une intervention impérialiste, sous l'égide soit de l'ONU, soit d'une "force multinationale" comme au Liban. En dépit de son opposition formelle au *linkage*, l'impérialisme français joue un jeu beaucoup plus subtil, et aussi dangereux que Reagan: comment persuader les Cubains de partir en échange d'un retrait temporaire des Sud-Africains et quelques garanties sans valeur de la part des impérialistes. On

essaie de rééditer le "coup du Liban" -- les Angolais et Namibiens seront livrés à la menace d'un retour des tuteurs sud-africains voisins. Qui pourrait les arrêter? Tout le monde sait comment les "casques bleus" au sud du Liban ont laissé passer la *blitzkrieg* sioniste. Ou comment les "garanties" de Reagan et Mitterrand se sont traduites pour les victimes de Chatila et Sabra! Le peuple palestinien a déjà fait l'expérience de ce que Kukerman appelle "utiliser ces contradictions" -- l'envoi des troupes impérialistes françaises ou autres.

GUERRILLISME OU REVOLUTION OUVRIERE?

Mais les calomnies de ce porte-parole du social-chauvinisme français ont été également reprises par le



Newsweek

Les soldats cubains empêchent les troupes sud-africaines de conquérir l'Angola

représentant de l'ANC pour devenir une menace à peine voilée contre nous: "(...) *un des arguments majeurs de l'impérialisme -- cela fait partie de la présence des multinationales en Afrique du Sud -- est que les multinationales apportent le progrès et que, dans le processus, la classe ouvrière serait libérée. Je ne veux pas dire que nos amis trotskystes répètent des arguments impérialistes (...). Mais c'est complètement réactionnaire pour quelqu'un qui se dit révolutionnaire de dire que les sanctions contre l'Afrique du Sud sont impossibles. Et c'est complètement réactionnaire de dire que les sociétés multinationales devraient être utilisées pour gagner les droits pour le mouvement ouvrier en Afrique du Sud (...).*" Encore une fois, une lutte des travailleurs français pour aider leurs frères de classe contre leur patron commun est transformée, en apologie pour les multinationales! Simple n'est-ce pas? Si l'on lutte pour l'organisation des travailleurs employés par les multinationales en Afrique du Sud, on "accepte" la présence de ces sociétés, donc on est "pro-impérialiste". Le désir moraliste de détruire l'économie sud-africaine mine la capacité des Noirs à lutter contre l'apartheid. C'est en tant qu'ouvriers urbanisés et non pas comme des habitants désespérés des bantoustans appauvris que les Noirs d'Afrique du Sud ont un pouvoir économique et social.

C'est au travers de leur puissance potentielle comme travailleurs organisés dans les mines et les usines que les masses noires peuvent renverser le système d'apartheid. Leur tâche est d'exproprier ces usines et non pas de les démanteler.

La question est très simple: pourquoi faire campagne contre les multinationales seules? Est-ce que l'exploitation sans bornes d'un Oppenheimer vaut mieux? L'explication avancée dans le débat -- affaiblir les forces répressives de l'apartheid -- ne tient pas debout. Les révolutionnaires se battent pour un boycottage des armes à Pretoria comme acte de solidarité avec les opprimés sous le joug de l'apartheid, tout en sachant que c'est l'organisation de la puissance de la classe ouvrière qui, seule, permettra l'écrasement de la suprématie blanche.

Les révolutionnaires cherchent

à renforcer la capacité des masses laborieuses noires d'organiser et forger des organisations capables de briser le régime, au lieu de simplement attendre que la suprématie blanche s'écroule, sous l'impact d'une catastrophe économique ou d'une intervention des puissances impérialistes. En fait, l'appel de l'AFASPA pour le boycottage total (culturel, politique, etc.) est déjà plus honnête parce qu'il est clairement basé sur des motivations morales. Ici on revient à la véritable nature des sanctions pour "blanchir" l'impérialisme français ensanglanté de la "souillure" de l'apartheid.

Nos "anti-impérialistes", aveuglés par le mirage de "l'opinion publique mondiale", refusent de comprendre que, de toute façon, les sanctions sont utopiques, parce que l'investissement capitaliste est irrésistiblement attiré par l'aimant des superprofits de l'apartheid.

Les précédents ne manquent pas. Ainsi, à la suite de la "sécession" des colons blancs de Rhodésie (aujourd'hui Zimbabwe) en 1965, le Conseil de sécurité de l'ONU décida des "sanctions" économiques contre la colonie "rebelle". L'Angleterre elle-même se hissa à l'avant-garde des pays "boycotteurs": pendant plusieurs années, la Royal Navy organisa le blocus des ports mozambicains par où transitaient les marchandises et autres produits en direction de la Rhodésie. La suite, nous la connaissons. Non seulement ces "sanctions" s'avèrent inefficaces, mais elles furent en réalité un bluff! Entre 1968 et 1974, le taux de croissance de l'industrie rhodésienne varia entre 10 et 14%. L'indice de production était deux fois supérieur à celui de 1964 (avant les "sanctions")!

Le porte-parole de l'ANC a lui-même apporté la réponse à la question sur qui attend son salut d'une intervention impérialiste: "*Nous sommes parfaitement conscients que le peuple français tout seul ne peut pas faire bouger les intérêts français. Mais avec la participation du peuple d'Afrique du Sud, les sanctions sont possibles. Je vais vous donner un exemple très concret. Quand on a appris que l'ANC avait attaqué Koeberg, il y a eu un réalignement des forces dans le débat sur l'envoi de la deuxième centrale nucléaire en Afrique du Sud. Pour nous, c'était une façon de donner appui aux revendications du peuple français pour des sanctions.*"

Au moment de Soweto, l'ANC a répondu avec des grèves ouvrières en distinguant entre "*les actions de petite échelle*" -- manifestations, rassemblements et grèves sur le tas (!) -- et les "*activités révolutionnaires d'un niveau plus élevée*" -- le sabotage et la guérilla (Secheba, 3ème trimestre).

Cependant l'ANC est lui-même conscient des limites de ses actions de guérilla; comme disait Thabo Mbeki, porte-parole de l'ANC: "*Nous ne pouvons pas mener une guerre de brousse. Regardez la carte. C'est tout développé*" (New York Times, 20 juin 1980). Les révolutionnaires soutiennent militairement l'ANC dans toutes ses confrontations avec l'apartheid, y compris des actes de sabotage comme à Koeberg. Mais nous refusons de soutenir la stratégie politique de l'ANC derrière son guérillisme, une stratégie de pression sur l'impérialisme.

L'organisation syndicale seule ne suffit pas dans la lutte pour la révolution ouvrière pour briser l'apartheid. Il existe déjà quelques petits syndicats qui ont montré un désir d'être conciliants avec le régime. Le plus probable c'est que, étant donné l'extrême oppression et la solidarité noire entre les classes qui en résulte, les syndicats noirs donnent un soutien aux démagogues nationalistes bourgeois... les futurs Samora Machel ou Sékou Touré. De l'écrasement de "l'autogestion" par le gouvernement algérien à l'assaut du MPLA contre les grèves des dockers de Luanda, les homologues "socialistes africains" (voire "marxistes") de l'ANC ont montré leur programme pour les masses travailleuses d'Afrique: la régimentation au service de la poursuite de l'exploitation impérialiste. Le pouvoir social du prolétariat noir sud-africain doit être mobilisé par une direction marxiste révolutionnaire. Avec le prolétariat à la tête, les masses populaires doivent être dirigées dans une lutte pour des droits syndicaux et démocratiques tels que l'abolition de "laissez-passer" et les projets de "bantoustisation", et pour une assemblée constituante basée sur le suffrage universel. C'est cette lutte qui ouvrira la voie à la révolution prolétarienne et à l'établissement d'un gouvernement ouvrier et paysan basé sur les Noirs. Comme un militant africain de la LTF l'a dit dans le débat: "*Nous disons qu'à l'époque de l'impérialisme, les couches petites-bourgeoises et la bourgeoisie ne peuvent plus assumer les tâches démocratiques comme ce fut le cas au XIXème siècle. Aujourd'hui c'est le prolétariat organisé qui peut mener un combat décisif contre l'apartheid. Et nous disons que c'est à travers les mobilisations de la classe ouvrière que pourra naître un véritable parti communiste sud-africain et qui pourra renverser le système d'apartheid à travers un gouvernement ouvrier et paysan basé sur les Noirs. Toute autre solution ne serait qu'un désastre comme au Zimbabwe aujourd'hui où Mogabe est en train de tirer sur la classe ouvrière.*"



Reiginer/Contact

Le régime capitaliste de l'apartheid est basé sur la surexploitation des ouvriers noirs essentiellement dans les mines d'or et de diamants

Washington
27 novembre 1982

5000 ouvriers et Noirs ont arrêté le Ku Klux Klan!

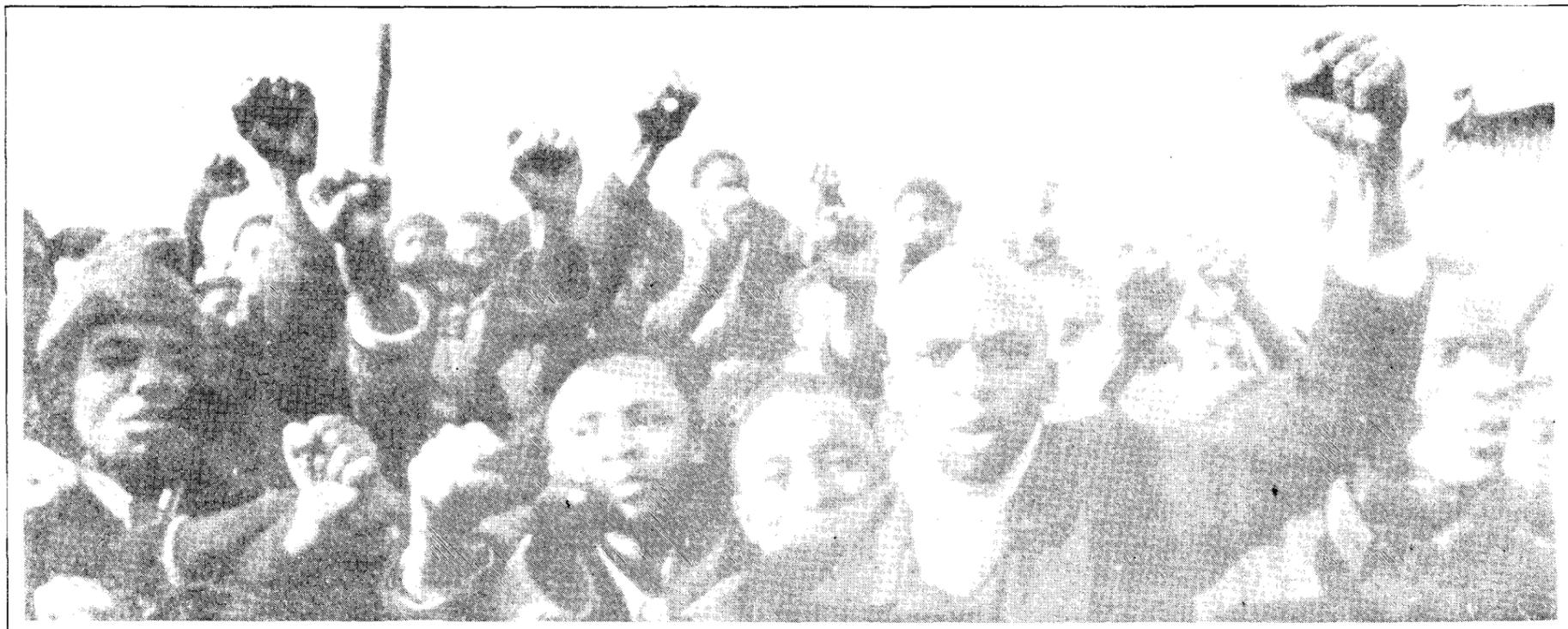
FILM-DEBAT

Antony (Résidence universitaire)
Jeudi, 3 février à 20h
Salle polyvalente - Pavillon A

Université de Tolbiac
Vendredi, 4 février à 12h30
Salle B 1107

Université de Rouen
(Faculté des lettres)
Lundi 7 février, 18h30
Salle B 110

Le porte-parole de l'ANC a lui-même apporté la réponse à la question sur qui attend son salut d'une intervention impérialiste: "*Nous sommes parfaitement conscients que le peuple français tout seul ne peut pas faire bouger les intérêts français. Mais avec la participation du peuple d'Afrique du Sud, les sanctions sont possibles. Je vais vous donner un exemple très concret. Quand on a appris que l'ANC avait attaqué Koeberg, il y a eu un réalignement des forces dans le débat sur l'envoi de la deuxième centrale nucléaire en Afrique du Sud. Pour nous, c'était une façon de donner appui aux revendications du peuple français pour des sanctions.*"



Les Noirs manifestent leur colère aux funérailles de Stephen Biko, dirigeant libéral noir, assassiné par Pretoria en 1977

Majofra/Contact

A bas l'apartheid! Pour la révolution ouvrière!

Débat anti-apartheid: les trotskystes démasquent l'ANC

Le 8 janvier se tenait à Antony (en banlieue parisienne) une table ronde sur le thème "Réalité de l'apartheid aujourd'hui et perspectives de lutte de libération nationale" organisée par la section d'Antony du Mouvement anti-apartheid (MAA). Devant une cinquantaine de personnes, cette table ronde réunissait le porte-parole en France de l'African National Congress (ANC) d'Afrique du Sud, l'africaniste Claude Meillassoux et un représentant de l'Association française pour l'amitié et la solidarité avec les peuples de l'Afrique (AFASPA -- proche du PCF). Egalement invitée, la Ligue trotskyste, dont la présence politique croissante sur Antony a été ainsi implicitement reconnue. Notre présence a fortement marqué ce débat, et nos nombreuses interventions l'ont transformé en une véritable confrontation politique entre notre ligne d'internationalisme prolétarien et la stratégie de pression sur l'impérialisme français prônée par les autres organisations. La tournure du débat n'a certes pas été appréciée, et pour cause, par le représentant de l'ANC qui dénonça le "sabotage" de la "solidarité" telle qu'il l'entend, c'est-à-dire l'habituel rassemblement pour faire appel aux impérialistes pour qu'ils désavouent leur partenaire sud-africain.

Cette confrontation a véritablement polarisé la salle. L'AFASPA réformiste/libérale, l'ANC nationaliste petite-bourgeoise et les divers représentants du nationalisme ou du stalinisme africains présents ont fait cause commune et se sont opposés farouchement non seulement à notre programme pour la révolution prolétarienne en Afrique du Sud et pour des actions concrètes de solidarité ouvrière avec les luttes des travailleurs contre l'apartheid, mais aussi

à notre défense intransigeante de l'URSS dans la guerre froide qui s'étend jusqu'à l'Afrique australe! Le représentant de l'ANC, venu pour expliquer que "l'apartheid est une hérésie contre la chrétienté", et le porte-parole de l'AFASPA défendaient le même programme anti-prolétarien. Appeler aux interventions impérialistes, en particulier aux sanctions gouvernementales, c'est aligner les travailleurs derrière "leur" propre impérialisme.

COMMENT REDORER LE BLASON DE L'IMPERIALISME FRANCAIS EN AFRIQUE

Dans un tract de la LTF distribué devant le meeting, nous dénoncions cette ligne de pression sur l'impérialisme: "L'appel aux sanctions gouvernementales colporte l'idée chauvine que la France est plus 'morale' que l'apartheid. Nous ne demandons pas que les super-criminels 'punissent' leurs partenaires plus faibles!" Notre analyse s'est trouvée confirmée dès le début par la pétition de l'AFASPA distribuée à l'entrée du meeting et contenant cette phrase pour le moins étonnante: "De 1958 à 1981, la France a tenu son image par un soutien multiforme à l'Afrique du Sud" (!)

Plus tard, au cours du débat, un militant de la LTF est intervenu pour mettre en lumière le fond des divergences sur cette question: "J'aimerais bien connaître l'image de marque qu'avait l'impérialisme français après le bombardement des paillotes d'Haiphong en 1946 qui a fait près de 20.000 morts, après les massacres qui ont été utilisés [avant] l'indépendance de Madagascar -- il y a eu entre 100.000 et 200.000 morts --, après les un million et demi de morts de la guerre d'Algérie. Alors je m'interroge: pourquoi l'année 1958? L'objectif des auteurs de ce tract est simple: il s'agit en somme de redorer le blason de l'impérialisme

français, ou de l'impérialisme moins brutal, moins sanglant. C'est du réformisme de bas étage! Et l'arrivée au pouvoir de Mitterrand n'a strictement rien changé à la politique africaine de la France. Il faut bien comprendre que la France est toujours un pays colonial avec les 'DOM-TOM'; la France a toujours ses nègres, ses anciens esclaves. Demander aux députés du PS ou à Mitterrand de prendre des mesures contre l'impérialisme sud-africain, c'est implicitement considérer l'impérialisme français comme meilleur, plus moral, en somme, acceptable.

"Ce qu'il faut, c'est mobiliser les ouvriers français pour un boycott permanent des ventes d'armes en direction de l'Afrique du Sud, pour une reconnaissance par les directions des filiales françaises en Afrique du Sud des syndicats noirs. La tendance spartaciste internationale a organisé lors des événements de Soweto en 1976 -- c'était d'avoir une mobilisation ouvrière de masse -- un appel à des boycotts en s'adressant aux ouvriers français, en s'adressant aux ouvriers américains (...)"

En réponse, Maurice Kukerman, de l'AFASPA, fut obligé de "gauchir" son langage et jurer de son opposition à l'impérialisme français, en s'appuyant sur la présence dans la direction de l'AFASPA de quelques vieux militants avec un passé anticolonialiste honorable. Mais ce qui compte, c'est le programme politique **actuel** de cette organisation. Et quand il disait que 1958 marquait le début des relations suivies entre la France et l'Afrique du Sud, il évitait de répondre à la vraie question: est-ce que "l'image" de la France n'était pas déjà "ternie" en Algérie par la gégène et le charnier de Kenchela, dont un certain François Mitterrand, alors Garde des Sceaux, partage la responsabilité avec de Gaulle?

S'arrêter à 1981, quand l'AFASPA elle-même expose en détails la poursuite par la France "socialiste" des ventes d'armes aux bouchers de

l'apartheid, témoigne de la véritable nature de son "opposition" à l'impérialisme français. En effet, Kukerman citait une autre phrase de la pétition de l'AFASPA comme une soi-disant déclaration "anti-impérialiste": "Il faut aujourd'hui en finir avec les positions contradictoires (dont se satisfont les racistes) qui condamnent verbalement l'apartheid et continuent à refuser les sanctions dans les domaines économique, politique, culturel et sportif."

Ceci ne fait que colporter l'illusion criminelle que le gouvernement peut, s'il le veut, rompre ses liens avec Pretoria. C'est pourquoi l'AFASPA demande en particulier que les sociétés nationalisées appliquent des sanctions. Mais le 10 mai n'a pas porté préjudice aux relations qui existent entre Paris et Pretoria, notamment en ce qui concerne les relations commerciales; pour exemple, les gros contrats signés par le groupe Alstom (9 milliards de francs) financé par la banque nationalisée Indosuez, ou le modèle Renault spécialement conçu pour le marché sud-africain qui sera construit au Cap (Cf. *Apartheid Non*, octobre-novembre 1982).

Et la raison en est très simple, comme notre tract l'a expliqué: "En effet, depuis le 10 mai 1981, la nature de classe de l'Etat français n'a pas changé. Cet Etat reste bourgeois, donc anti-ouvrier. La France reste aussi un pays impérialiste, qui exporte des capitaux surtout en direction de ses anciennes colonies et les 'DOM-TOM' et y maintient sa domination grâce, entre autres, à la 'zone franc'. Les pays africains et les 'DOM-TOM' constituent un marché privilégié pour les exportations françaises de biens de consommation et de biens d'équipement. Par ailleurs, la France dispose d'un approvisionnement direct en matières premières agricoles et minières en provenance des pays africains, garantissant cela par sa mainmise sur ses 'anciennes' colonies. Une mainmise assurée depuis

Suite page 10